

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

(Domaine : Sciences de la Société)

Département Economie

(Mention Economie)

Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences
Economiques

Option : ADMINISTRATION

LE CAPITAL HUMAIN : UNE RESSOURCE
ESSENTIELLE POUR PROMOUVOIR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE
Cas de Madagascar

Par: Mlle ANDRIATONGARIVO Dinanirina Zo Andrisoa

Encadreur: Monsieur Djohary ANDRIANAMBININA, Docteur – Maître de conférences

Promotion : FANDRESENA

Date de soutenance : 23 janvier 2017

Année Universitaire : 2015 – 2016

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, je remercie Dieu tout puissant pour sa bénédiction et son amour, qui m’a donné la santé, les connaissances, le temps et la force. Sans lui, je n’aurais jamais pu parvenir à l’aboutissement de ce travail.

Ma profonde gratitude s’adresse particulièrement :

- A Docteur Djohary ANDRIANAMBININA, Maitre de conférences, mon encadreur, qui m’a donné des précieux conseils et directifs pour la bonne conduite de mon travail.
- Au département Economie de la faculté de Droit, d’Economie, de Gestion et de Sociologie.
- A Mr Rindra RABARIJAONA, Chef de service du centre de documentation au sein de l’INSTAT qui a pu me fournir des documents et des données qui m’ont permis de rédiger ce mémoire.
- A mes parents pour leur amour et leur soutien financier et surtout moral.
- A tous mes proches, famille ou amis, pour leur soutien et leur encouragement.

SOMMAIRE

INTRODUCTION :.....	1
PARTIE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE	3
Chapitre 1- Le capital humain et la croissance économique	3
Section 1- Concept de capital humain :	3
Section 2- Concept de la croissance économique	6
Chapitre 2- Cadre théorique du capital humain et relation entre développement humain et	16
Section 1- Soubassement théorique du capital humain.....	17
Section 2- Lien de causalité entre développement humain et croissance économique :...	21
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE : CAS DE MADAGASCAR.....	25
Chapitre 1 - Analyse de la situation à Madagascar	25
Section 1- Bilan de la situation sociale à Madagascar	25
Section 2- L'évolution de l'IDH et du PIB à Madagascar.....	38
Chapitre 2- Débats et controverses	41
Section 1- L'évaluation des investissements publics en capital humain à Madagascar ...	41
Section 2- L'impact du capital humain sur la croissance économique de Madagascar	44
CONCLUSION	50

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AGOA: Africa Grows and Opportunity Act

BACC: Baccalauréat

BEPC: Brevet d'Etude du Premier cycle

CEPE: Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires

CSB: Centre de Santé de Base

EBE: Excédent Brut d'Exploitation

ENSOMD: Enquête Nationale sur le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement

EPT : Education Pour Tous

FBCF: Formation Brute de Capital Fixe

IDE : Investissements Directs Etrangers

IDH : Indicateur du développement Humain

INSTAT : Institut National de la statistique

MEI : Ministère de l'Economie et de l'Industrie

MEN: Ministère de l'éducation Nationale

MEP : Ministère de l'Economie et de la Planification

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMD: Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

PIB: Produit Intérieur Brut

PND: Plan National de Développement

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

R&D: Recherche et développement

REF: Rapport Economique et Financier

RMDH : Rapport Mondial du Développement Humain

RNDH : Rapport National du Développement Humain

TAC : Taux d'achèvement

TBS: Taux brut de scolarisation

TRE: Taux de Redoublement

TVA: Taux de Valeur Ajoutée

VPEI : Vice Primature chargée de l'Economie et de l'Industrie

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1- Evolution du nombre de la population malgache.....	25
Tableau 2- Effectif des enfants préscolarisés	27
Tableau 3 - Taux de réussite au CEPE	29
Tableau 4 - Taux de réussite au BEPC	31
Tableau 5 - Taux de réussite au BACC	33
Tableau 6 - Variation des composantes de l'IDH	39
Tableau 7- Evolution du PIB, de la croissance du PIB ainsi que du taux d'inflation de Madagascar entre 2002 et 2012.....	40
Tableau 8- Dépenses publiques en Education et Santé	42

LISTE DES FIGURES

Figure 1- Les déterminants de la croissance endogène et ses principaux auteurs.....	16
Figure 2- Le modèle du capital humain de Gary Becker	19
Figure 3- Liens de causalité entre croissance, capital humain et développement humain.....	24
Figure 4 - Taux de couverture du préscolaire de 2008 à 2012 (%)	27
Figure 5 - Taux de performance du primaire de 2009 à 2012	28
Figure 6 - Taux de performance du collège de 2009 à 2012	30
Figure 7 - Taux de performance du lycée de 2009 à 2012	32
Figure 8 - Evolution des Taux de Consultations externes des CSB de 2007 à 2013	35
Figure 9 - Evolution de la proportion du nombre de Paramédical et de Médecin par habitants au niveau des Formations Sanitaires Publiques de 2007 à 2013	36
Figure 10 - Indicateur VIH/SIDA de 2007 à 2013	37
Figure 12 - Evolution de l'IDH de Madagascar de 1993 à 2005	38
Figure 13- Part du financement extérieur dans le total des dépenses publiques	43

INTRODUCTION :

Les pays en développement (PED) cherchent à établir un taux de croissance économique élevé. Les PED se différencient des pays développés par leur retard de croissance et leurs difficultés de niveau de vie sachant que la croissance économique signifie une élévation du revenu par tête¹ et une élévation de la productivité des biens et services dans un pays (OCDE, 2001).

En 2014, Madagascar a enregistré une croissance économique de 3,2% et cela ne s'est pas traduit en une réduction significative de la pauvreté car son taux est de 75,1% (VPEI, 2014). D'après ce taux, Madagascar se trouve donc dans une situation de pauvreté que nous cherchons à éradiquer et nécessite d'une amélioration des indicateurs sociaux.

La nouvelle théorie de la croissance nous montre que les sources de la croissance peuvent être endogènes et se traduisent par un aspect qualitatif notamment par l'accumulation du « capital humain ». Le capital humain est défini en tant que moteur de croissance (Lucas, 1988). C'est pourquoi face à la pauvreté qui frappe notre pays, il est nécessaire de repenser à l'accumulation des connaissances, de la recherche et du développement, d'où l'intérêt du sujet choisi: « **Le capital humain, une ressource essentielle pour promouvoir la croissance économique** ».

Madagascar cherche actuellement tous les moyens afin d'assurer une croissance. La problématique qui se pose est que « la priorisation du capital humain conduit-elle à la croissance économique? ».

L'objectif de la recherche nous amène à savoir dans quels secteurs pourra-t-on favoriser l'accumulation du capital humain, de voir la relation qui existe entre la croissance économique et le développement humain et d'analyser les impacts que pourraient avoir le capital humain sur la croissance à Madagascar.

Deux hypothèses sont avancées :

- Le développement du capital humain favorise la participation au marché du travail
- Le capital humain influence la croissance économique

¹ Le revenu par tête est égal au produit national brut (valeur de tous les produits et services générés par l'économie d'un pays en un an) divisé par la population.

La méthodologie adoptée consiste par la collecte de données statistiques auprès de l'Institut National de la Statistique, et de la documentation effectuée auprès de quelques bibliothèques d'Antananarivo : Institut français de Madagascar, Centre d'Information Technique et Economique. La technique documentaire est effectuée à travers la lecture de divers ouvrages, des articles, des rapports en ayant établi des fiches de lecture pour mieux maîtriser le sujet. La consultation des documents a été appuyée par la navigation sur l'internet pour obtenir d'autres informations et des données.

L'analyse de notre travail se fera en deux grandes parties. La première partie concerne le cadre conceptuel et théorique du capital humain et de la croissance économique. La deuxième partie étudiera le cas des indicateurs sociaux de Madagascar tels que l'éducation, la santé vis-à-vis de la croissance économique.

PARTIE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

« Dans l’histoire de la pensée économique, le concept de capital humain s’est apparu relativement tôt » (MEULEMEESTER, 2003). A. Smith, A. Marshall, J.Mincer s’étaient déjà intéressés mais ce n’est que dans les années 60 que des économistes tels que T. Schultz et G. Becker ont développé le concept. Et dans les années 80 que des économistes tels que P.Romer, R. Lucas, R. Barro ont développé la théorie endogène en incluant le capital humain comme étant un moteur de croissance économique. Dans cette première partie, nous développerons les différents concepts et théories du capital humain et de la croissance économique.

Chapitre 1- Le capital humain et la croissance économique

Dans ce chapitre, il nous est indispensable de comprendre la notion de capital humain et de développement humain, ainsi que la croissance économique

Section 1- Concept de capital humain :

1- Définitions du capital humain :

Selon A. Smith, le père de la science économique, le capital humain d’une nation est constitué des « talents acquis et utiles des membres ou habitants de la société. [...] Si ces talents composent une partie de sa fortune personnelle, ils composent pareillement une partie de la fortune de la société à laquelle il appartient » (SMITH, 1776.in MEULEMEESTER, 2003). Pour lui, le capital humain contribue à la richesse d’une nation car les hommes de la société font des études et auront du savoir-faire, un bagage culturel et intellectuel important utilisable pour procurer des gains de productivité. Il insiste donc sur la nécessité de la qualification des travailleurs. C’était grâce à lui que la plupart des économistes ont reconnu que les compétences de la main d’œuvre d’un pays représentent un atout important.

Schultz² désigne le capital humain comme étant l’ensemble des talents et des aptitudes d’un individu. Il s’efforce d’affiner la mesure du capital humain en se concentrant sur la dimension qualitative du facteur travail, à savoir « l’habileté, le savoir et toutes les capacités permettant d’améliorer la productivité du travail humain. » (SCHULTZ, 1961.in FRAISSE, 2009).

²Schultz: Prix Nobel d’économie en 1979 pour son travail pionnier en économie de développement.

Becker³ définit le capital humain comme « un stock de ressources productives incorporées aux individus eux-mêmes, constitué d'éléments aussi divers que le niveau d'éducation, de formation et d'expérience professionnelle, l'état de santé ou la connaissance du système économique. » (BECKER, 1964.in FRAISSE, 2009). Pour lui, tout individu est détenteur d'un capital humain, c'est-à-dire des capacités innées mais aussi acquises à travers des investissements dans l'éducation scolaire, la formation professionnelle, les soins médicaux, la recherche d'information, etc. Son stock de capital immatériel peut s'accumuler ou s'user. C'est un stock susceptible de procurer un revenu.

Stiglitz définit le capital humain comme « l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs » (STIGLITZ, 1961.in FRAISSE, 2009). Samuelson et Nordhaus rajoutent qu'il constitue le « stock de connaissances techniques et de qualifications caractérisant la force de travail d'une nation et résultant d'un investissement en éducation et en formation permanente » (SAMUELSON et NORDHAUS, 2000.in FRAISSE, 2009).

Selon la définition de l'OCDE⁴, le capital humain « recouvre les connaissances, les qualifications, les compétences et les autres qualités d'un individu acquis par l'instruction, la formation et l'expérience et qui favorisent le bien être personnel, social et économique » (OCDE, 1998). Le capital humain « englobe les connaissances, les qualifications et les caractéristiques personnelles de l'individu » (OCDE, 2001).

2- Le développement humain :

2.1- Notion de développement humain :

Selon le PNUD, le développement humain est « un processus qui doit conduire à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun. En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles impliquent que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires ou jouir d'un niveau de vie convenable. » (PNUD, 1990, p.10).

³G. Becker: Prix Nobel d'économie en 1992 pour ses analyses économiques appliquées à de nombreux comportements humains

⁴ L'OCDE : Organisation de Coopération et de Développement économiques, a pour mission de promouvoir les politiques qui améliorent le bien-être économique et social partout dans le monde.

Les enjeux du développement humain ne dépendent pas uniquement de la croissance économique et du niveau des revenus nationaux mais dépendent essentiellement de la manière dont on utilise les ressources pour satisfaire les besoins fondamentaux de chaque individu afin de promouvoir la capacité humaine (PNUD, 2010). Le développement humain reflète la qualité de vie des hommes au sein de la société. Il inclut la notion de « bien être » qui prend en compte des facteurs sociaux, culturels, éducatifs et de santé.

Le développement humain repose sur la création d'un environnement dans lequel les individus peuvent se développer pleinement leur potentiel et mener une vie productive et créative en accord avec leurs besoins et leurs intérêts (PNUD 2006).

2.2- Indicateur de mesure :

Le concept de développement humain se présente et se mesure sur le plan opérationnel par le biais de **l'indicateur de développement humain (IDH)** qui prend compte les indicateurs relatifs à l'éducation, à la santé et aux revenus suffisants pour mener une vie décente. L'IDH a été créé en 1990 par le PNUD⁵ et est composé de quatre indicateurs : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation, le taux brut de scolarisation et le revenu par habitant. Cet indicateur est « une mesure des aptitudes ou des capacités humaines à vivre longtemps et en bonne santé, à communiquer, à participer à la vie de la communauté et à disposer des ressources suffisantes pour s'assurer une vie convenable » (PNUD, 2010).

A partir de cet indicateur, le PNUD classe les pays en trois groupes⁶ :

- les pays à développement humain élevé avec un $IDH \geq 0,8$
- les pays à développement humain moyen avec $0,5 \leq IDH < 0,8$
- les pays à faible développement humain avec un $IDH < 0,5$

⁵ Le PNUD a par la suite publié annuellement trois autres indices synthétiques. D'abord, à partir de 1995, l'indice sexo-spécifique de développement humain (ISDH), qui permet d'évaluer les différences de situation des hommes et des femmes sous l'angle des trois critères retenus pour caractériser le développement humain. Egalement à partir de 1995, l'indice de participation des femmes à la vie économique et politique (IPF). Finalement à partir de 1997 est publié l'indice de pauvreté humaine (IPH), qui signale des manques, des privations ou exclusions fondamentaux d'une partie de la population, avec deux variantes: l'un pour les pays en développement, l'autre pour les pays développés

⁶ Exemples d'IDH (PNUD, 2013)

IDH élevé : Norvège, 0, 893 en 2013

IDH moyen : Egypte, 0, 524 en 2013

IDH faible : Madagascar, 0, 372 en 2013

Section 2- Concept de la croissance économique

1- Définitions de la croissance économique :

Étymologiquement, le terme croissance vient du mot latin *crescere* qui signifie croître, grandir.

Selon la définition de Perroux, « la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit global brut ou net en termes réels » (PERROUX, 1991.in KINVI, 1994). À ce titre, elle est un phénomène quantitatif et un processus de longue période.

Kuznets⁷, introduit l'idée d'une amélioration du niveau de vie de la population et la présente comme : « la capacité permanente d'offrir à une population une quantité accrue de biens et services par habitant » (KUZNETS, 1971.in KINVI, 1994). Lors de son discours⁸ durant la réception du Prix Nobel, il a défini la croissance économique comme « une augmentation à long terme de la capacité d'offrir une diversité croissante de biens, cette capacité croissante étant fondée sur le progrès de la technologie et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'il demande ».

Selon Schumpeter, « la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques ». Pour lui, le moteur du système est l'innovation à travers le phénomène de « destruction créatrice » (SCHUMPETER, 1999.in KINVI, 1994).

La croissance économique est donc définie comme étant un accroissement⁹ de la production nationale, une hausse continue en volume de la production de biens et services d'un pays sur une période donnée. Elle désigne l'évolution exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

Le PIB est un indicateur économique principal qui mesure le niveau de production réalisée à l'intérieur d'un pays pour une période donnée. Une augmentation du PIB signifie qu'un pays connaît une croissance économique. À l'inverse, une diminution du PIB est une décroissance. Sachant que la croissance économique est un phénomène à long terme, il est important de la

⁷S. Kuznets : Prix Nobel d'économie en 1971 pour son interprétation fondée sur des données empiriques de la croissance économique.

⁸ Discours de réception du Prix Nobel à Stockholm, 11 décembre 1971

⁹ Variation positive de la production de biens et services dans une économie

mesurer en terme réel c'est-à-dire indépendamment de la variation du prix. Le taux de croissance se définit comme la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre.

Calcul du taux de croissance : $\frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} \times 100\%$

Il existe trois manières de calculer le PIB : (RAJCA, 2015)

- Par la production : Il s'agit de calculer comment il a été réalisé

$PIB = \sum \text{Valeurs ajoutées} + \text{TVA} + \text{Droits et taxes sur les importations} - \text{Subvention sur les produits}.$

- Par les revenus : On cherche à déterminer comment il est distribué¹⁰

$PIB = \text{Rémunération des salariés} + \text{Impôts sur les produits} + \text{Autres impôts sur la production} - \text{Subvention sur les produits}$

- Par la demande : On veut savoir à quoi servent les différentes productions.

$PIB = \text{Consommation Finale} + \text{FBCF} + \text{Variation des stocks} + \text{Acquisitions moins cessions de valeur} + \text{Exportation} - \text{Importation}$

2- Les principaux facteurs de croissance économique :

Tous ceux qui peuvent influencer sur la hausse de la production sont considérés comme « facteurs de la croissance économique ». La croissance économique peut s'expliquer par l'augmentation de la quantité et de la qualité des facteurs de productions c'est-à-dire par les moyens mis en œuvre pour produire. Il y a principalement le travail et le capital. Il s'y ajoute les ressources naturelles dont un pays est doté ainsi que le progrès technique. D'après Samuelson, ce sont donc les quatre roues de croissance économique (SAMUELSON et NORDHAUS, 1998.in KINVI, 1994). Autres ces quatre facteurs, il y aussi les échanges extérieurs¹¹.

¹⁰Répartition primaire des revenus

¹¹ Le commerce international

2.1- Le travail :

Pour Smith, la division du travail¹² est source de profit. Elle est alors à l'origine de la « richesse des nations ». Le travail est la fonction de production des classiques. Il désigne l'ensemble des activités humaines permettant la production de biens et services. Il est constitué des ressources en main d'œuvre (SMITH, 1776.in FRAISSE, 2009).

2.1.1 Aspect quantitatif :

La quantité de travail effectivement utilisée est mesurée par la population active et par la durée du travail.

La population active est le nombre de travailleurs disponibles. Mais elle dépend de plusieurs facteurs notamment par le facteur démographique qui conditionne les entrées et les sorties sur le marché du travail, il y a aussi les facteurs socio-économiques : le taux d'emploi et le taux de chômage.

Si la quantité de travail¹³ augmente dans un pays, il est logique que la production augmente. Toutes choses égales par ailleurs, et il y aura donc une croissance économique.

2.1.2 Aspect qualitatif :

La qualité du travail dépend du niveau de qualification des travailleurs telles que ses compétences et de la productivité du travail. Il est toutefois possible d'accroître la production sans augmenter la quantité du travail utilisée à condition d'améliorer le niveau de la formation, de l'organisation pour contribuer à améliorer la qualité du travail.

Une meilleure qualité du travail permet donc d'augmenter leurs productivités c'est-à-dire l'efficacité du travail.

L'amélioration de la qualité du facteur travail passe par l'amélioration de la formation initiale et de la formation continue et une amélioration des conditions de travail¹⁴. Becker a mis une grande importance à la qualité du travail, mesurée par la qualification de la main d'œuvre, l'amélioration des conditions sanitaires et de l'éducation pour pouvoir accroître la productivité. Le travail mis en œuvre dans un processus de production intègre des

¹² Surplus, marché, gains de productivité

¹³ Quantité de travail= Nombre de travailleurs × durée de travail

¹⁴ Moins d'arrêts de travail, motivation du travailleur,...

connaissances, des capacités, des compétences et des qualifications qui sont propres à chaque individu (BECKER, 1964.in FRAISSE, 2009).

2.2- Le capital :

Selon les classiques, seul le travail de l'homme peut créer la richesse. Selon eux, le travail est le seul créateur de valeur. La valeur des marchandises dépend de la quantité de travail nécessaire pour les produire (SMITH, 1776.in FRAISSE, 2009). K. Marx a repris cette théorie et affirme que la création de richesses ne dépend pas que de l'homme, et que les pays riches ne sont pas forcément les plus peuplés. La création dépend d'un autre facteur de production : le capital. Pour produire, le facteur capital est fondamental et c'est de lui dont dépend la productivité du travail (MARX, 1867.in FRAISSE, 2009).

2.2.1- Les différentes formes de capital :

Le capital comprend le capital technique, le capital financier, le capital humain et le capital social.

- **Le capital technique ou capital physique** désigne l'ensemble des moyens de production utilisés pour produire des biens et services. Il comprend le capital fixe qui est constitué par l'ensemble des biens durables qui peuvent intervenir dans plusieurs cycles de production sans subir de transformations autres que l'usure ou l'obsolescence¹⁵ et le capital circulant qui est constitué par l'ensemble des biens utilisés et transformés au cours du processus de production¹⁶.
- **Le capital financier** désigne la valeur des capitaux propres. Il permet de financer le capital technique.
- **Le capital humain** désigne les capacités intellectuelles et professionnelles acquises par un individu et propres à lui assurer des revenus monétaires futurs.
- **Le capital social** désigne toutes les ressources en numéraire et en nature effectuées par les actionnaires. C'est une composante des capitaux propres.

L'utilisation de capital permet des améliorations dans l'organisation du travail donc des gains de productivité.

¹⁵Exemples : les machines, les bâtiments, ...

¹⁶Exemples: stock de matières premières, produits finis,...

2.2.2- L'investissement ou la formation du capital:

L'investissement représente le capital dans la production. L'investissement est une dépense importante engagée pour acquérir des biens de productions en vue d'en tirer un bénéfice. Il s'exprime en termes de flux. L'investissement est mesuré par la comptabilité nationale comme le FBCF qui correspond à l'ensemble des achats d'actifs fixes utilisés de façon répétée ou continue dans le processus de production pendant au moins un an. Il existe trois catégories d'investissements : les investissements matériels, les investissements immatériels et les investissements financiers.

- **Les investissements matériels :**

C'est l'acquisition d'un bien matériel qui s'intègre au capital technique. Cet investissement donne lieu à une nouvelle ventilation en trois catégories :

- L'investissement d'expansion qui vise à l'augmentation des moyens de production
- L'investissement de remplacement qui renouvelle le matériel usé ou obsolète. Par exemple remplacement d'une ancienne machine par une nouvelle.
- L'investissement de productivité qui concerne l'intégration du progrès technique pour améliorer l'utilisation du matériel dont dispose l'entreprise.

- **Les investissements immatériels :**

C'est l'acquisition d'un bien non matériel pour améliorer le potentiel productif de l'entreprise. Sont ainsi des investissements immatériels l'achat de licence, de brevets, de marques ou de fonds de commerce, de la formation continue, R&D,...

- **Les investissements financiers :**

C'est un investissement en portefeuille, un achat de titres. Cet investissement peut s'effectuer soit sous forme d'investissements indirects directs (IDE), transformation de fonds d'un pays à un autre, soit par l'implantation à l'étranger de filiales nouvelles.

Keynes montre à travers le mécanisme du multiplicateur d'investissement qu'une dépense supplémentaire d'investissement entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu global donc de la croissance car une hausse de l'investissement va se traduire par une

distribution supplémentaire de revenus vers ceux qui fabriquent les équipements productifs et vers ceux qui les utilisent (KEYNES, 1936.in KINVI, 1994).

2.3- Le progrès technique :

Le progrès technique est le processus d'amélioration des techniques de production permettant une grande efficacité économique. Il est soutenu par l'innovation qui permet en effet une amélioration de la productivité globale.

Pour Schumpeter (1999), l'entrepreneur est l'agent économique grâce auquel les innovations alimentent la croissance. Les entreprises qui innoveront avec succès et celles qui savent les imiter croissent, celles qui n'innoveront pas ou sans succès disparaissent. Il s'agit en fait d'une « destruction créatrice ¹⁷ ».

2.4- Les ressources naturelles :

Toute production intègre à un niveau de ressources naturelles. Elles se composent des éléments qui proviennent :

- de la terre, comme le sol, la faune, la flore, l'espace, les reliefs, les minerais, les sources d'énergie,...
- du ciel, avec le climat, les énergies solaires et éoliennes,
- de la mer dont la faune, les matériaux sous marins, ...

Elles jouent un rôle important dans de nombreux secteurs¹⁸. Elle dépend donc du facteur travail ainsi que des nouvelles technologies.

L'exploitation des ressources naturelles se fait parfois dans la seule optique de la rentabilité économique. La gestion des ressources naturelles consiste à mettre en adéquation l'offre et la demande car certaines ressources naturelles sont non renouvelables comme le fer, le pétrole,...

¹⁷ Destruction créatrice : processus de disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités.

¹⁸ Agro-alimentaire, la production d'électricité, secteurs producteurs de biens,...

2.5- Autre facteur de production : Les échanges extérieurs :

Les importations et les exportations constituent ce que l'on appelle les échanges extérieurs. Ces échanges concernent toutes les opérations de vente et d'achat de marchandises réalisés entre deux pays. Leur influence sur la croissance économique dépend du degré d'ouverture du pays.

Selon la loi des avantages absolus d'Adam Smith, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions sur lesquelles il dispose d'un avantage absolu c'est-à-dire dont les coûts de production sont moindres à ceux de tous les autres pays. Le pays peut exporter les produits dans lesquels il est doué et importer les biens pour lesquels ses coûts sont élevés (SMITH, 1776.in MALCOLM et Al, 1998).

Selon la loi des avantages comparatifs de David Ricardo, tout pays a intérêt à entrer dans le commerce international et à la spécialisation. Il a toujours intérêt à se spécialiser dans les produits pour lesquels il possède un avantage relatif. L'exportation constitue la création d'un nouveau marché pour les producteurs (RICARDO, 1817.in MALCOLM et Al, 1998).

Les pays vont donc se spécialiser et exporter des produits qui nécessitent des facteurs de production abondants chez eux et importer des produits à des facteurs de production rares. Les échanges externes constituent donc un levier important pour accélérer la croissance économique.

3- La théorie de la croissance :

C'est dans les années 50 que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar, 1947-1948) et néoclassiques (Solow, 1956) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la croissance endogène

3.1- La théorie de la croissance exogène :

3.1.1- Le modèle déséquilibré de Harrod-Domar :

Les économistes Harrod et Domar sont influencés par l'analyse de Keynes que le sous emploi dans la croissance c'est-à-dire un accroissement de volume de production sans que toutes les mains d'œuvre disponibles soient utilisées est possible. Le modèle Harrod-Domar vise à

étendre sur la longue période la théorie générale de Keynes qui ne portait que sur le court terme (MONTOUSSE 2002).

Selon Harrod (1948), ce phénomène est dû aux différents déterminants de la croissance et il différencie trois types de croissance :

- le taux de croissance effectif correspondant à ce qui se réalise vraiment.
- le taux de croissance garanti qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement. L'égalité entre épargne et investissement est fruit du hasard du fait que l'épargne est une partie du revenu.
- le taux de croissance naturel qui assure le plein emploi.

L'idéal est quand la croissance garantie et la croissance naturelle se coïncide. En d'autre terme, une croissance qui permet l'utilisation de toute la population active et la pleine utilisation du capital (MONTOUSSE, 2002).

Quant à Domar (1947), il porte son analyse sur la difficulté de réaliser une croissance équilibrée en tenant compte de la théorie keynésienne des investissements. Selon lui, l'investissement a deux effets : un effet de demande et un effet de capacité.

- L'effet de demande d'investissement ou effet *ex ante* induit une augmentation de la demande totale entraînant ainsi une augmentation de la production dont l'amplitude dépend de la propension marginale consommée. $Y = \frac{I}{1-c}$

Cette augmentation est due au fait que pour qu'une entreprise puisse investir, il faut qu'une autre produise.

- L'effet de capacité ou l'effet *ex post* permet une augmentation de la quantité de capital utilisée et donc de la capacité productive. En d'autre terme, elle est déterminée inversement par la part de capital dans le revenu qu'on appelle souvent coefficient technique v tel que $v = \frac{Y}{K}$

Une croissance équilibrée se traduit pour Domar par l'égalité entre ces deux effets (MONTOUSSE, 1999).

Pour Harrod et Domar, la croissance équilibrée est une croissance au « fil du rasoir » c'est-à-dire qu'il y a peu de chance pour arriver à une croissance équilibrée et y rester procède du hasard (MONTOUSSE, 2002).

3.1.2- Le modèle de Solow :

Solow (1956) critique le modèle de Harrod-Domar et montre qu'une croissance de plein-emploi stable et équilibrée est possible. Le modèle de Solow est construit sur la base de la théorie néoclassique. Pour lui, la production ne dépend de deux facteurs : le travail et le capital, et c'est donc parce qu'il y a une augmentation de la population et des investissements qu'il y a croissance. Cette croissance est équilibrée car il y a une flexibilité des prix des facteurs de production. La substituabilité des facteurs de production montre que la croissance assure le plein emploi. Par exemple, s'il y a du chômage, le prix du travail baisse, les entrepreneurs peuvent donc remplacer du capital par du travail et ils embauchent, cela mène à une diminution du chômage.

La croissance de longue période résulte aussi d'un facteur résiduel : le progrès technique, qui est exogène au modèle car il provient de données extérieures à la croissance. (MONTOUSSE, 2002).

3.2- La théorie de la croissance endogène :

Solow considérait le progrès technique comme un facteur exogène, l'originalité des nouvelles théories de la croissance est de l'endogénéiser. Les théories de la croissance endogène s'inscrivent dans un cadre d'analyse concurrentiel, elles postulent que les individus sont parfaitement rationnels, elles accordent une grande importance aux effets externes et se réfèrent aux analyses de Schumpeter. Leur hypothèse est donc que le progrès technique est à la fois une cause et une conséquence de la croissance (MONTOUSSE, 2002).

3.2.1- Paul Romer et le progrès technique :

Le modèle de Romer(1986) se fonde sur la théorie du « *learning by doing* » d'Arrow (1962) qui montre que l'efficacité des facteurs de productions dépend de l'apprentissage. Le « *learning* » est un produit de l'expérience qui se manifeste à travers la recherche des solutions à un problème durant l'activité économique. Romer affirme que c'est en produisant qu'une économie accumule spontanément les expériences et les connaissances Il étudie les effets externes d'accumulation des connaissances. En produisant, une entreprise accumule des

connaissances qui lui permettront d'être plus performante mais qui serviront aussi aux entreprises qui l'entourent par effet d'imitation.

Plus la croissance est forte, plus l'accumulation de savoir-faire est forte, ce qui favorise la croissance. L'accumulation de connaissances a donc une productivité privée et une productivité sociale (MONTOUSSE, 2002).

L'analyse développée par Romer est aussi inspirée par les travaux de Schumpeter dans lesquels l'innovation et la recherche-développement constituent le facteur résiduel. Plus les efforts de R&D sont importants, plus la croissance est forte et plus la croissance est forte, plus les efforts de R&D peuvent être importants. Le progrès technique est endogène et la croissance est auto-entretenue. Il y a donc un cercle vertueux et les rendements sont croissants (*ibid*).

3.2.2- Robert Lucas et le capital humain :

Le modèle de Lucas (1988) souligne l'importance du capital humain pour la croissance. Un travailleur devient plus productif lorsqu'il accumule des connaissances et des compétences. Le capital humain est un facteur cumulatif qui présente des rendements croissants. L'accumulation du capital a des effets externes car le niveau d'éducation d'un individu joue sur sa propre productivité et sur celles de la société. L'effort volontaire de chaque individu pour s'instruire et se former lui permet d'avoir un stock de capital humain, il est productif, sa productivité augmente donc et cela provoque une croissance économique. Selon cet auteur, il faut donc qu'un pays investisse dans la formation et de l'éducation pour que la croissance économique soit plus forte (MONTOUSSE, 2002).

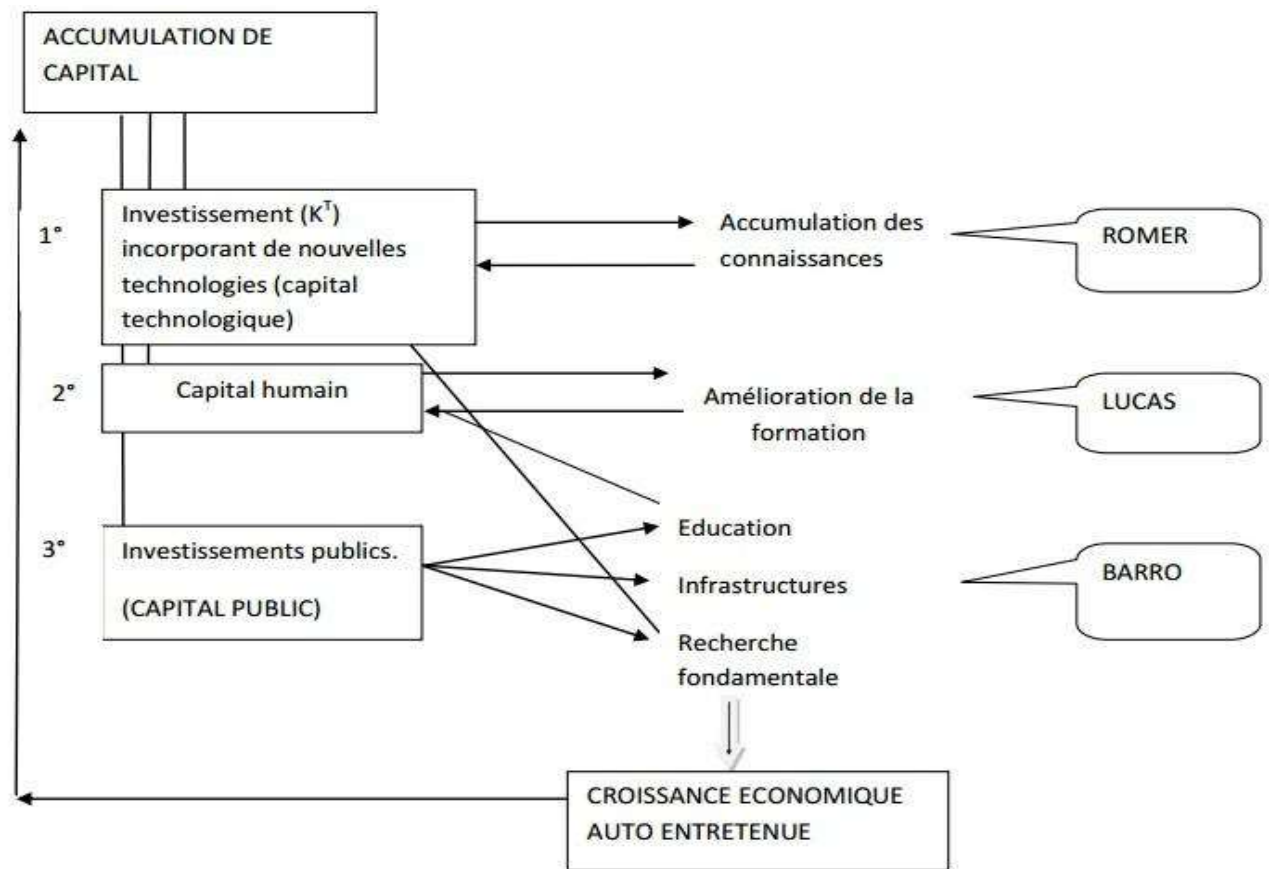
3.2.3- Robert Barro et le rôle de l'Etat :

Barro (1990) souligne le rôle joué par l'Etat. La contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation¹⁹, de R&D comme le système de brevets ainsi que les infrastructures en matière de transport et de communication. Comme les autres accumulations, ces dépenses ont un effet cumulatif. Les investissements publics favorisent la croissance et la croissance favorise les investissements publics (MONTOUSSE, 2002).

¹⁹ Des dépenses afin d'accroître le capital humain

Nous allons récapituler tout ce qui était dit dans cette figure.

Figure 1- Les déterminants de la croissance endogène et ses principaux auteurs



Source : www.cours-seko.com

Chapitre 2- Cadre théorique du capital humain et relation entre développement humain et croissance économique

L'idée de base de la théorie du capital humain est l'augmentation de la productivité par les compétences individuelles qui se produisent et qui se déprécient tout au long de la vie d'un individu et par les compétences accumulées qui déterminent sa capacité productive et son aptitude à exercer des fonctions productives et rémunérées (FRAISSE, 2009). Nous allons voir successivement les différentes théories élaborées par différents auteurs ainsi que l'interférence qui existe entre le développement humain et la croissance économique.

Section 1- Soubassement théorique du capital humain

Beaucoup d'économistes, Smith, Marshall, Mincer s'étaient déjà intéressés au concept de capital humain mais ils n'ont pas construit un cadre général d'analyse. Mais ce n'est que dans les années 60 que des économistes tels que Schultz et Gary Becker ont développé le concept.

1- La théorie traditionnelle du capital humain:

Au XVIIIème siècle, Smith avait identifié que l'amélioration des compétences des salariés est comme une source fondamentale de progrès économique. Cet économiste compare le travail d'un employé instruit à celui d'une machine améliorée. L'utilisation d'une machine performante augmente la productivité pour l'entreprise, ainsi une instruction supplémentaire pour un employé provoque une productivité marginale. Il est donc conscient de la nécessité de la qualification des employés. L'éducation est le moyen pour améliorer cette qualification. Acquérir ces compétences ajoute-t-il, a un coût pour l'individu mais une fois acquis, elles constituent un capital fixé et réalisé (SMITH, 1776.in FRAISSE, 2009).

Ensuite Marshall observe que le motif de profit intervient dans les décisions d'investissement humain comme dans les décisions d'investissement matériel. Pour lui, l'investissement humain concerne l'éducation qui forme la personnalité des individus (MARSHALL, 1890. in FRAISSE, 2009).

Mincer écrit : « L'interprétation économique des gains sur une durée de vie est la suivante : les salaires sont proportionnels à la dimension du capital humain. De ce fait, les différences de salaire entre les salariés sont dues principalement à des différences dans la dimension des stocks en capital humain» (MINCER, 1958.in POULAIN, 2001). Ainsi la théorie du capital humain consiste à imputer les différences de salaires versés par les entreprises à des différences dans la productivité des salariés c'est-à-dire le capital humain accumulé par les salariés (POULAIN, 2001). Pour Mincer, la preuve que les salariés sont productifs, c'est lorsqu'ils reçoivent des salaires plus élevés. Les plus éduqués perçoivent donc des revenus plus élevés.

2- La théorie moderne du capital humain

Les origines de la théorie moderne du capital humain remontent aux années 60 par Schultz et Becker. Leurs analyses se basent sur les liens qui existent entre l'investissement en capital humain et la rémunération.

2.1- La théorie du capital humain selon Théodore Schultz :

Schultz (1961) est l'initiateur qui a intégré le facteur humain dans les mécanismes de développement. Ses études empiriques lui font dire que le développement du facteur humain est un préalable indispensable au développement économique. Il donne une place clé au capital humain dans le secteur agricole en se concentrant sur la dimension qualitative du facteur travail c'est-à-dire toutes les capacités, les compétences et le savoir. En 1960²⁰, il suggéra d'un processus d'accumulation d'un capital dans lequel il serait possible par la suite de puiser pour accroître la productivité et le revenu d'un travailleur. Son travail s'est donc orienté vers l'investissement du capital humain dans cinq catégories d'activités : les infrastructures et services de santé, la formation professionnelle, le système éducatif, les programmes d'études supérieures pour adulte et enfin la migration des individus pour trouver des emplois (MALCOLM et Al., 1998). Dans son premier article²¹, il dit que les gens ont des savoirs et des compétences dont ils se servent pour mobiliser plus tard dans son activité professionnelle. Il a suggéré d'inciter les gens à investir en eux même et d'enlever toutes sortes de freins économiques, sociaux ou culturels qui limitent ces investissements car avoir un capital nous permet d'être autonomes (FRAISSE, 2009).

2.2- La théorie du capital humain selon Gary Becker :

Becker (1964) s'inspire des apports de Schultz. Il synthétise cette théorie dans son ouvrage « *Human Capital* » et évalue surtout les comportements humains. Son analyse suppose une rationalité des agents économiques investissant dans le capital humain. Selon lui, tout individu gestionnaire de son capital humain apprécie l'opportunité d'y investir en comparant le coût de l'investissement aux avantages qu'il pourra ensuite en retirer. Les agents vont donc se comporter comme un vrai *Homo-oeconomicus* (FRAISSE, 2009).

Le choix d'investissement dans le capital humain s'agit d'accroître le potentiel productif, la productivité future c'est-à-dire de pouvoir espérer un salaire plus important et cela grâce à l'éducation et à la formation. Le salaire est donc considéré comme le rendement des compétences et connaissances acquises. Les dépenses qui découlent de cet investissement comprennent des coûts²² : les coûts directs, les coûts indirects et les coûts d'opportunité.

²⁰ Dans le discours mémorable qu'il prononça en 1960 devant l'*American Economic Association*

²¹ SCHULTZ, T.W., (1961), "Investment in Human capital". *American Economic Review*. n°51

²² Coûts directs : frais de scolarité

Coûts indirects : équipement : livres, ordinateurs, le logement, les frais de transport,

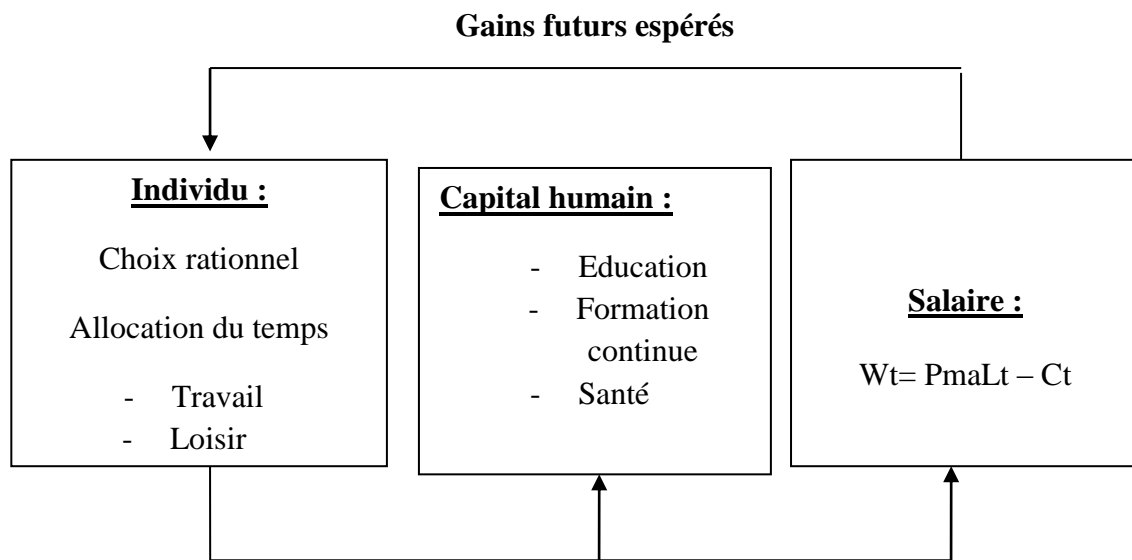
Coûts d'opportunité : le salaire qui aurait été perçu en entrant sur le marché de travail au lieu de poursuivre ses études

(MONTOUSSE, 2002). Le capital humain désigne les connaissances et les capacités qui sont utiles dans la vie active. L'investissement en capital humain signifie :

- l'accumulation des connaissances et des expériences²³;
- l'amélioration de l'état de santé

L'individu doit prendre en compte le maintien de son capital physique c'est-à-dire sa santé, sa nourriture, etc. Il doit optimiser ses capacités en évitant qu'elles se déprécient. La productivité d'un individu en bonne santé est supérieure à celle qui est malade (FRAISSE, 2009).

Figure 2- Le modèle du capital humain de Gary Becker



Source : Valérie Lietchi p.23.

W_t : salaire net ou gain,

$P_{ma}L_t$: Productivité marginale actuelle

C_t : coûts directs de l'investissement tels que le frais de scolarité, frais d'inscription

La logique du modèle repose donc entièrement sur le postulat de la rationalité. L'utilité de l'individu peut alors être définie comme la capacité à supporter, au moment présent, les coûts de l'investissement en capital humain pour un espoir de gains futurs élevés.

²³ Accumulation des connaissances en étudiant ou en travaillant

L'hypothèse résulte de la liaison positive **productivité-gain**. De cette analyse découle trois observations :

- Les travailleurs ayant la même productivité marginale sont rémunérés au même taux
- Les travailleurs les plus productifs sont les mieux payés
- Les travailleurs les mieux éduqués sont généralement les mieux payés.

Leur performance productive ne peut résulter que de leur différence c'est-à-dire leur niveau ou qualité d'éducation (POULAIN, 2001).

2.3- La théorie des capacités²⁴ ou de la capacité d'Armatya Sen :

Sen²⁵ propose un élargissement de la théorie du capital humain. Pour lui : « le capital humain et la capacité sont assez proches. Les bénéfices de l'éducation vont bien au-delà de leur apport au capital humain dans la production de biens » (SEN, 2000.in DUFLO, 2010). Il s'agit de prendre en compte le rôle de l'éducation sans se limiter à une approche sur le marché du travail. La théorie de la capacité pense l'éducation à partir du pouvoir qu'à l'individu dans sa vie. Il souligne aussi que les inégalités salariales résultent en partie des inégalités en capital humain.

Sen valorise le bien-être et les avantages qu'une personne peut retirer par ses capacités d'être, il s'agit alors de la capacité d'agir. La capacité n'est autre chose que la capacité à exercer un libre choix, une liberté fondamentale de choisir sa vie. Sen soutient que la capacité représente la liberté substantielle de mettre en œuvre diverses combinaisons de fonctionnements pour une meilleure qualité de vie d'un individu (FRAISSE, 2009).

Les enseignements essentiels de Sen disent que la liberté n'est rien sans la capacité(DUFLO, 2010). Par exemple, une mère qui n'a pas reçu d'instruction et dont les voisins sont illettrés n'est pas en mesure d'imaginer un avenir différent pour son enfant.

Autres ces différents auteurs,Mankiw, Romer, Weil (1992) reprennent le modèle néoclassique de Solow et y intègrent le capital humain comme facteur de production aux côtés du capital physique et du travail. Dans leur modélisation, le capital humain peut faire l'objet d'une accumulation au cours du temps, mais il se caractérise cette fois-ci par des rendements

²⁴Potentialité qu'un individu est en mesure ou non de réaliser en fonction des opportunités qu'il dispose

²⁵ Sen : Prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la théorie du développement humain, l'économie du bien-être.

décroissants. Le modèle ne prédit alors pas de croissance économique à long terme. En raison de la décroissance des rendements des facteurs, l'économie tend en effet vers son état régulier ; l'accumulation de capital humain ne fait que ralentir cette convergence. Ces auteurs suggèrent toutefois que les autorités publiques pourraient assurer une croissance positive à long terme en déployant une politique de soutien à l'éducation qui maintiendrait positif le taux d'accumulation du capital humain (AGHION et HOWITT, 2009).

Section 2- Lien de causalité entre développement humain et croissance économique :

1- Les facteurs du développement humain :

Mahbubul HAQ, le fondateur du RMDH précise d'élargir les choix qui s'offrent aux gens de créer un environnement favorisant leur épanouissement pour qu'ils puissent jouir d'une vie longue, saine et créative (PNUD, 2013). La théorie du capital humain a fondé sur l'hypothèse que les individus ou les gouvernements qui agissent en leur nom dépensent de l'argent en matière d'éducation, de santé et dans d'autres services d'intérêt général avant tout pour élever leurs revenus et leurs productivités (BECKER, 1994. *in* FRAISSE, 2009). Le développement du capital humain se repose donc sur les facteurs à travers lesquels les gens peuvent développer leurs potentiels et mener des vies productives : l'éducation, la santé.

1.1- L'éducation:

L'éducation peut se définir en termes généraux en tant qu'ensemble des méthodes de formations humaines ou de manière plus étroite, en tant que processus survenant dans des institutions spécialisées appelées « écoles ». Le terme éducation dans un sens élargi signifie acquisition de connaissances (MALCOLM et *Al.*, 1998).

L'éducation est la mise en œuvre des moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain, elle est la transmission d'une juste proportion de culture générale et de savoirs spécialisés dans le but d'aider chacun de réussir dans la vie (Dictionnaire Le Robert, 2003).

Comme nous avons vu, Smith (1776) considère que l'investissement dans l'éducation est un des moyens permettant l'accroissement de la productivité d'un individu et de la nation malgré les coûts qu'il entraîne pour son acquisition (MEULEMEESTER, 2003). L'importance de l'investissement dans l'éducation est l'augmentation du revenu qu'engendre une année supplémentaire d'éducation. Il existe donc une corrélation entre éducation et revenu. Quand le

nombre d'années scolaires ou le dernier échelon atteint, les rémunérations augmentent jusqu'à un niveau maximal (*ibid*).

La question du rôle de l'éducation dans la croissance économique a préoccupé beaucoup de chercheurs en économie depuis les travaux de Becker en 1964 sur le capital humain. Selon Becker, le capital humain défini comme ensemble unique de capacités et de compétences acquises que les agents économiques apportent sur les différents marchés économiques, se développe au moyen de l'éducation ou de la formation. Pour Becker (1964) et Mincer (1958), l'éducation est un investissement puisqu'elle procurera des gains de salaires. Des gains de salaires aux gains de productivité et donc à la croissance économique.

Mankiw, Romer et Weil (1992) montrent que le niveau de PIB par tête et de la croissance du PIB par tête sont positivement et significativement corrélés avec l'éducation. Dans une contribution de Nelson et Phelps (1966), le stock de capital humain est décrit comme un moteur de croissance économique. En ce sens, il affecte la capacité d'un pays à innover (AGHION et HOWITT, 2009).

Lucas (1988) distingue le capital volontaire ou *schooling* qui correspond à une accumulation de connaissances acquis par les individus motivés par les gains futurs et l'accroissement de leur niveau de bien-être futur, ce qui les pousse à participer au système scolaire, et le capital humain involontaire ou *learning by doing* qui est lié à l'expérience acquise sur terrain (PNUD, 2013).

L'ensemble de ces travaux montrent l'existence d'une corrélation positive entre l'éducation et la croissance économique. La causalité est à double sens c'est-à-dire qu'un niveau élevé d'éducation peut engendrer un taux de croissance élevé à travers une augmentation de la productivité des travailleurs et de leurs capacités à innover. A l'inverse, un taux de croissance élevé permettrait à l'Etat de dégager beaucoup plus de ressources devant servir au financement de l'éducation (KINVI, 1994).

1.2- La santé:

L'investissement dans la santé permet d'améliorer le bien être de la population, de renforcer les différentes formes de capital humain qui concourt à l'accroissement des revenus (OCDE, 2009). L'amélioration de la santé et de l'espérance de vie ont théoriquement des effets ambigus : l'augmentation de la force et de l'endurance et l'aptitude à se concentrer pendant le travail (PNUD, 2013). L'état sanitaire et nutritif des enfants favorise directement les gains de

productivité à venir en aidant les enfants à se transformer en adultes plus forts et plus sains (MALCOLM et Al., 1998).

- **Interactions entre santé et éducation :**

L'allongement de l'espérance de vie se traduit par une plus grande accumulation de savoirs pour les individus. Au contraire, si la maladie ou la malnutrition les atteignent, cela affaiblissent leurs capacités d'apprentissage et freinent la créativité.

Le niveau d'éducation des parents instruits est un autre paramètre influençant la demande des services de santé. Les parents instruits peuvent facilement détecter les problèmes médicaux de leurs enfants. Si une personne est éduquée, elle saura mieux se faire soigner et ses enfants auront une meilleure santé et auront plus de chance de faire des études. Le niveau d'éducation influence la demande de services sanitaires. Un individu en bonne santé a une forte chance de travailler, d'aller à l'école et d'augmenter son espérance de vie (HUSSAIN et Al., 2000)

- **L'impact de l'éducation et de la santé sur la fécondité :**

Les femmes qui ont reçu une éducation ont tendance à avoir un nombre d'enfants limité. Les femmes instruites pourraient gagner des salaires élevés et les consacrent à l'éducation de leurs enfants. Elles préfèrent des enfants plus instruits pour avoir une famille onéreuse (*ibid*).

1.3- Le progrès technique (Technologie de l'information et de la Communication) :

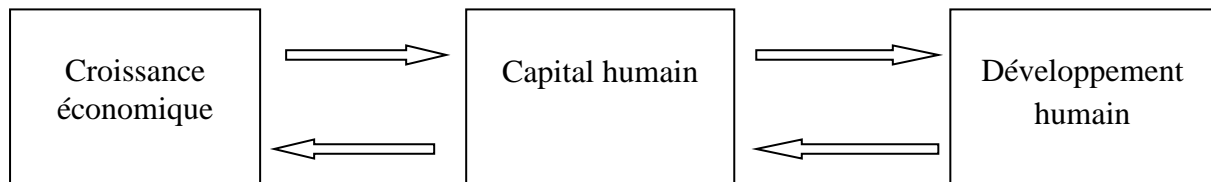
L'innovation technique²⁶ influe sur le développement humain de deux manières, premièrement elle peut accroître directement les potentialités humaines c'est-à-dire une amélioration directement de la santé, la nutrition, le savoir et le niveau de vie et donnent à la population davantage de moyens de participer à la vie économique, sociale et politique de leur société. Deuxièmement, elle est un instrument de développement humain car les gains de productivité qu'elle génère favorisent la croissance économique : elle augmente les rendements agricoles, la production des usines, contribue à la création d'emplois. Des scientifiques peuvent se lancer dans la recherche et développement. Les TIC peuvent fournir un accès rapide à l'information dans tous les domaines de l'activité humaine (PNUD, 2015).

²⁶ Comme exemple d'innovation technique : vaccins contre les maladies infectieuses, sources d'énergie propres à la cuisson des aliments, accès à l'internet pour s'informer et se communiquer, etc....

2- Les liens de causalité entre croissance économique et développement humain :

La figure 3 nous permet de voir le cycle croissance économique-développement humain. L'une part de la croissance économique pour aller vers le développement humain et se fait au profit du capital humain, l'autre mène du développement humain à la croissance économique.

Figure 3- Liens de causalité entre croissance, capital humain et développement humain



Source : RNDH 2013

La solidité des liens menant du développement humain à la croissance dépend de l'accumulation du capital par des investissements dans la santé et la nutrition, l'éducation et la formation ainsi que la R&D. Une population en bonne santé et disposant d'un certain niveau d'instruction contribue au développement humain et contribue à la croissance économique. Pour que la croissance économique puisse se traduire par le développement humain, le RMDH en 1996 affirme qu'elle doit s'accompagner d'une hausse de la participation populaire. Et pour que les pays espèrent accélérer leur croissance économique, il faut investir sérieusement dans le développement en encourageant l'éducation et la santé (KINVI, 1994).

Le capital humain est relatif aux connaissances et aux compétences possédées par les individus et accumulées au cours de la scolarité, de la formation et des expériences et qui sont utiles dans le processus de développement économique (AICHA et HADI, 2013).

PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE : CAS DE MADAGASCAR

Cette partie a pour objectif d'analyser la situation de Madagascar au niveau social et économique et l'impact de l'accumulation du capital sur la croissance économique dans le pays.

Chapitre 1 - Analyse de la situation à Madagascar

D'après la théorie du capital humain, l'investissement dans l'éducation et la santé permet à la fois à améliorer le bien-être de la population et à renforcer les différentes formes du capital humain qui contribuent à l'accroissement des revenus. Notre analyse sera donc axée sur la situation sociale à Madagascar.

Section 1- Bilan de la situation sociale à Madagascar

1- L'évolution démographique à Madagascar :

La population malgache évoluait au fil des années avec un rythme d'accroissement annuel environ de 2.7%.

Tableau 1- Evolution du nombre de la population malgache

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre de population	19 648 915	20 211 252	20 787 619	21 379 200	21 986 294	22 609 139	23 248 135
Taux de croissance démographique en %	2.88	2.86	2.85	2.85	2.84	2.83	2.83

Source : INSTAT/ VPEI 2014

Ces chiffres nous montrent que, démographiquement, la population malgache est en croissance rapide, ce qui entraîne l'accroissement de la population active qui entre chaque année sur le marché du travail et surtout les jeunes. Pour donner un avenir meilleur pour les enfants et les jeunes du pays, le gouvernement doit mettre en œuvre une politique de

développement du capital humain afin que les atouts qu'ils représentent servent de moyen de développement du pays.

2- L'éducation :

2.1- Les objectifs et les stratégies du Ministère de l'Education Nationale :

Le Gouvernement, conscient des enjeux et de l'importance du capital humain comme facteur explicatif du développement humain a poursuivi une politique d'amélioration du système éducatif. Cette affirmation s'est traduite notamment par l'engagement en 2003 de Madagascar dans le Programme Éducation Pour Tous (MEP, 2013).

Les objectifs en matière d'Education consistent à assurer une éducation de base pour tous ainsi que de satisfaire, sous les aspects à la fois quantitatif et qualitatif, la demande de main d'œuvre dans les secteurs d'activités économiques. L'éducation devrait contribuer le plus possible au développement du pays.

Le MEN²⁷ envisage de mettre en place un système éducatif performant en prenant en compte des critères d'efficacité, de qualité et d'équité. Trois objectifs fondamentaux sont assignés au système éducatif :

- le rapprochement de l'éducation à la population malgache
- la revalorisation des fonctions d'enseignants et d'éducateurs
- l'intégration des nouvelles technologies au service de l'Education Nationale.

En vue d'atteindre ses objectifs, le MEN a pris les mesures suivantes :

- Allègement des charges parentales ;
- Action de nutrition et de santé scolaire ;
- Développement d'une politique de préscolaire et de celle contre l'exclusion scolaire ;
- Amélioration ciblée des infrastructures dans certaines zones ;
- Mise en place d'une politique renouvelée de gestion des enseignants y compris la formation, les mécanismes d'appui et d'encadrement ;
- Renforcement des capacités des intervenants locaux dans la gestion de l'école
- La réforme ou le basculement des enseignements au sein des Instituts d'Enseignement Supérieur public vers le système LMD.

²⁷ MEN : Ministère de l'Education Nationale

2.2- Les réalisations :

2.2.1- Le préscolaire :

Les enfants de moins de 6 ans représentent approximativement 20% de la population malgache. Or, seule une partie de ces enfants suit un enseignement préscolaire, essentiellement en milieu urbain, et pour une grande partie dans des centres privés.

Le tableau ci- dessous nous montre le nombre des enfants préscolarisés de l'année scolaire 2008-2009 jusqu'à 2013-2014.

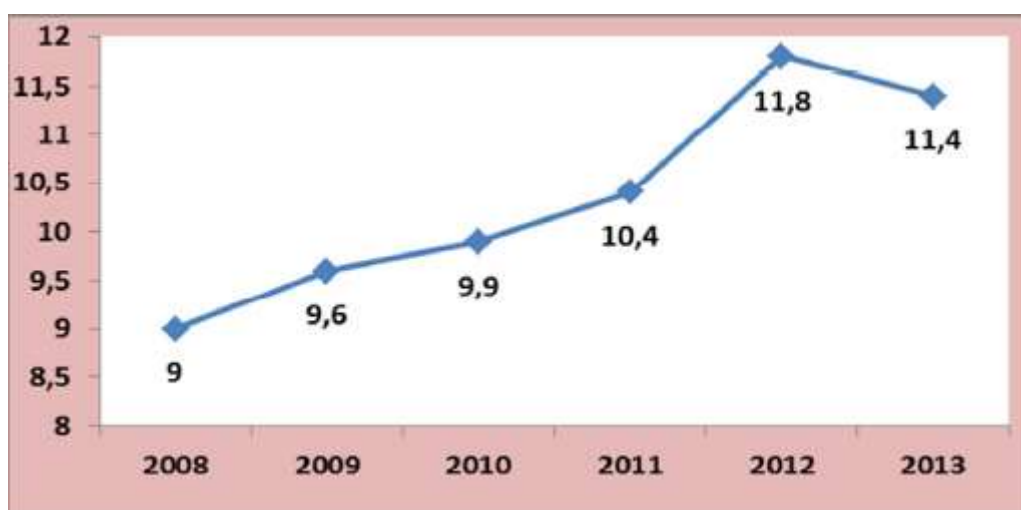
Tableau 2- Effectif des enfants préscolarisés

Indicateurs	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Effectif des enfants préscolarisés	179536	193023	206957	241079	294593	285530

Source : INSTAT/ VPEI de 2009 - 2014

Le taux de scolarisation du préscolaire reste très faible, malgré une croissance progressive au cours des dernières années. Ce taux est passé de 9% en 2008 à 9,6% en 2009, à 9,9% en 2010, à 10,4% en 2011, et à 11,8% en 2012. Néanmoins, un recul a été constaté en 2013 n'ayant atteint que 11,4%.

Figure 4 - Taux de couverture du préscolaire de 2008 à 2012 (%)



Source : INSTAT/ MEP, 2013

2.2.2- L'enseignement fondamental 1^{er} cycle (éducation primaire):

La situation de l'éducation primaire à Madagascar connaît encore de grandes difficultés. Plusieurs facteurs ont potentiellement des impacts sur la scolarisation primaire dans un contexte de crise politique et économique prolongée, à savoir les coûts directs et indirects liés à la scolarisation, la pauvreté des ménages, la perception du retour sur investissement dans l'éducation et les coûts d'opportunité associés à l'éducation (VPEI, 2013)²⁸.

Figure 5 - Taux de performance du primaire de 2009 à 2012



Source : MEN/ MEP, 2013

- **Taux Brut de Scolarisation (TBS) et Taux Net de Scolarisation (TNS) du Primaire :**

Le taux brut de scolarisation est le rapport entre le nombre total des inscriptions, quel que soit l'âge, et la population de la tranche d'âge qui correspond officiellement au niveau d'enseignement concerné. Ce taux peut être supérieur à 100%. Lorsque l'indicateur a une valeur supérieure à 100, il met en avant l'incidence de la scolarisation d'enfants plus jeunes ou plus vieux que l'âge normal.

Sur la base des informations de l'année 2013 obtenues auprès de l'INSTAT

- le TBS est resté encore largement supérieur à 100% pendant la période de 2009 à 2013, passant de 156,7% en 2009, à 146% en 2012 et à 143% en 2013.
- Le TNS a toutefois connu une régression, passant de 91,3% en 2009, à 87,7% en 2011, à 86,4% en 2012 et à 86,3% en 2013.

²⁸ VPEI : Vice Primature Chargée de l'Economie et de l'Industrie

Cette situation semble montrer qu'un bon nombre d'enfants âgés de 6 à 10 ans n'ont pas encore accès à l'école alors que beaucoup d'enfants âgés de plus de 10 ans fréquentent encore l'école primaire. Les effectifs scolarisés au primaire stagnent depuis 2009, et on estime que le nombre d'enfants qui devraient être à l'école mais qui n'y sont pas pourrait avoir atteint au moins 600.000 enfants ces dernières années (INSTAT, 2014).

La croissance relative des effectifs est plus rapide dans le secteur de l'enseignement primaire traduisant ainsi le fruit de l'effort consenti notamment à travers les crédits alloués à l'éducation fondamentale et la distribution des kits scolaires.

• **Taux de Redoublement (TRE), Taux d'Achèvement (TAC) et Taux d'Abandon (TAB) du Primaire :**

Selon les données de l'INSTAT dans le rapport économique et financier de 2010-2013, les taux de redoublement sont de 21,4% en 2013, 20,5% en 2012, de 19,3% en 2011, de 20,2% en 2010, et de 22,% en 2009. Par ailleurs, le Taux d'Achèvement de l'éducation primaire reste toujours modeste ces dernières années passant de 78,8% en 2009, à 76,5% en 2010, à 74,3% en 2011, à 71,8 en 2012 et à 71,3% en 2013.

Le Taux d'Abandon du primaire au début de l'année scolaire n'a cessé d'augmenter passant de 13,1% en 2009 à 17,2% en 2010, pour atteindre 18,6% en 2013.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le facteur d'abandon :

- La pauvreté des ménages
- La fermeture des écoles
- L'éloignement de l'école
- Les redoublements répétitifs
- Les mariages et les grossesses précoces; et
- La nécessité de travailler.

• **Résultats de l'examen CEPE :**

Tableau 3-Taux de réussite au CEPE

Indicateurs	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Taux de réussite au CEPE (%)	74,4	72,75	72.2	73

Source : MEN/ VPEI de 2010-2014

Le taux de réussite nationale affiche pour les examens du CEPE 74,4% en 2011 et il a diminué de 72,75% en 2012 et a encore diminué de 72,2% en 2013. Cette diminution est due à la qualité de l'enseignement c'est-à-dire le ratio élèves/enseignant. Il nécessite d'un nombre d'élèves par enseignant à l'école et par salle de classe dans le souci d'une meilleure qualité de l'enseignement. Toutefois, le ratio élèves/enseignant dans les classes primaires est resté aux environs de plus de 40 élèves par enseignant.

2.2.3- L'enseignement fondamental 2nd cycle (collège) :

La situation globale de la qualité de l'éducation dans les collèges se résume ainsi :

- Les conditions d'apprentissage ne sont pas normales en raison de l'insuffisance d'infrastructures, d'équipements et de mobilier scolaire ;
- L'ajustement du contenu des programmes d'études selon la réalité éducative n'a pas été effectué depuis 1996 ;
- L'insuffisance d'enseignants qualifiés est accentuée par un manque d'encadrement de proximité.

Figure 6 - Taux de performance du collège de 2009 à 2012



Source : MEN/ MEP, 2013

- **Taux Brut de Scolarisation**

Le TBS des collèges pour les dernières années scolaires montre une amélioration de la scolarisation, affichant une progression continue entre la période de 2008 à 2012, 41,3% en

2008, 43,2% en 2009, 47,2% en 2010, 52,3% en 2011 et 54,% en 2012. Pour l'année 2013, cette situation a régressé à 51,5%.

- **Taux de Redoublement**

On a constaté une nette régression du TRE entre la période de 2009 à 2012, passant de 8,9% en 2009, à 11,6% en 2010, à 11,4% en 2011, et à 12,2% en 2012. Toutefois, au titre de l'année 2013, une amélioration a été constatée, avec un taux de redoublement de 9,1%.

- **Résultats de l'examen BEPC**

Tableau 4 - Taux de réussite au BEPC

Indicateurs	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Taux de réussite au BEPC(%)	46,18	51,5%	39	42	39,4	39,2

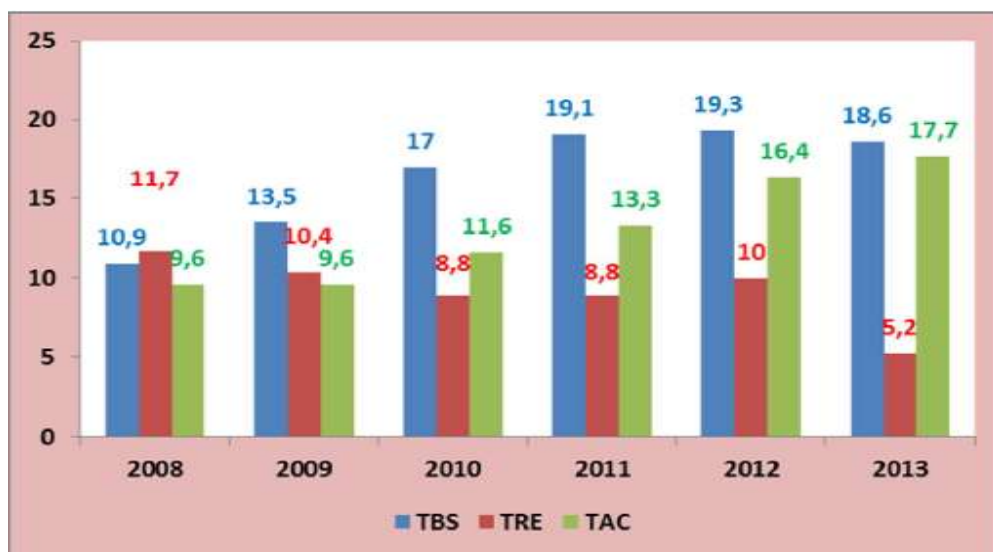
Source: MEN/ VPEI de 2009-2014

Le taux de réussite national aux examens du BEPC n'a pas connu de véritable évolution.

2.2.4- L'enseignement secondaire général (Lycée):

L'enseignement secondaire complète la prestation de l'éducation de base entreprise au niveau primaire et est destiné à poser les bases de l'éducation permanente et du développement humain en offrant une instruction axée davantage sur certains sujets ou certaines compétences et dispensée par des enseignants plus spécialisés.

Figure 7 - Taux de performance du lycée de 2009 à 2012



Source : MEN/ MEP, 2013

- **Taux brut de scolarisation**

Concernant l'enseignement secondaire du second cycle, le taux brut de scolarisation est passé de 13,5% en 2009 à 19,3% en 2012 pour diminuer à 18,6% en 2013.

- **Taux de Redoublement :**

Ces dernières années, la proportion des effectifs de redoublement au lycée a connu une tendance fluctuante dans l'ensemble. Le TRE a été de 5,2% en 2013 contre 10,% en 2012, 8,8% en 2011 et en 2010, 10,4% en 2009 et 11,7% en 2008.

- **Taux d'Achèvement**

Le Taux d'Achèvement (TAC) pour l'année 2013 a été de 17,7% contre 16,4% en 2012, 13,3% en 2011, 11,6% en 2010, 9,6% en 2009 et 2008, enregistrant une amélioration de 8,1 points pour la période.

- **Résultats de l'examen BACC**

Le taux de réussite au baccalauréat de l'enseignement général a chuté de 4% de 2011 à 2012. Cette situation peut être expliquée par la grève des enseignants en 2012 associée à la crise sociopolitique à Madagascar.

Tableau 5 - Taux de réussite au BACC

Indicateurs	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Taux de réussite au BACC(%)	39,4	42,8	46,1	42,08	41,42	36,08

Source : MEN/ VPEI de 2009-2014

➤ **L'alphabétisation :**

Concernant le taux d'alphabétisation, une augmentation du taux des personnes âgées de 15 ans et plus a été enregistrée et surtout en faveur des hommes, des urbains et des gens de niveau de vie élevé passant de 59,2% en 2004 à 71,6% en 2012. En 2003, Madagascar a adopté sa Politique Nationale d'Alphabétisation et d'Éducation Pour Tous et s'est fixé comme objectif d'améliorer le niveau du taux d'alphabétisation jusqu'à 80% en 2012. Depuis, des efforts d'harmonisation ont été initiés au niveau du gouvernement, notamment le rattachement des activités de l'alphabétisation auprès du Ministère de l'Éducation Nationale (VPEI, 2013).

2.3- Évolution des effectifs des enseignants qualifiés :

De 2010 à 2013, une diminution constante du nombre des enseignants qualifiés²⁹ a été constatée. Ceci s'explique par le non remplacement à 100% des nombreux départs à la retraite des enseignants qualifiés et le recours massif aux enseignants FRAM dû à une importante demande d'éducation. Si, en début de période, les enseignants qualifiés représentaient 24,6% de l'effectif des enseignants, leur part n'est plus que de 16,9% en 2013. La tendance à la baisse est à la fois observée au niveau des enseignants des deux sexes mais le pourcentage de femmes ayant une qualification professionnelle, 20,1% en 2013, reste supérieur à celui des hommes, 12,8% en 2013. L'effectif des enseignants diminue en moyenne de 8,64% par an au cours de la période (EPT, 2015).

²⁹Les enseignements qualifiés sont titulaires d'un diplôme pédagogique requis pour enseigner dans le primaire, le secondaire et le lycée.

3- La santé :

Pour qu'une personne puisse développer ses connaissances et ses compétences, elle doit être en bonne santé. Pour évoquer le concept du capital humain, il faut donc parler de la santé. Nous allons donc faire une analyse de la situation sanitaire à Madagascar pour avoir une meilleure illustration du capital humain.

3.1- Les objectifs et les stratégies du Ministère de la Santé Publique:

L'état de santé de la population est un des facteurs de développement d'un pays. C'est un secteur qui figure parmi les grandes préoccupations des autorités. En effet, pour produire, il faut une population en bonne santé. Ainsi, l'amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité pour tous et la réduction de toutes formes d'exclusion figurent parmi les principaux défis du Ministère (VPEI, 2013).

En vue de l'amélioration de l'état de santé de la population et de l'atteinte des OMD³⁰, les défis du Ministère de la Santé Publique sont d'améliorer l'accessibilité aux soins de santé de qualité pour tous, de réduire le taux de mortalité maternelle et néonatale, ainsi que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, de développer la lutte contre les grands fléaux et les épidémies, notamment le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose ainsi que la lutte contre les maladies tropicales négligées et les maladies chroniques non transmissibles.

Afin d'atteindre les objectifs cités, trois axes stratégiques ont été adoptés tels que l'offre de prestations de services intégrées et de qualité à la population, la mise à disposition permanente des intrants de santé de qualité par niveau et le renforcement du mécanisme de coordination et l'optimisation de la gestion du système d'information et des ressources (VPEI, 2013).

³⁰ OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

3.2- Les réalisations :

- Accès de la population aux services de santé de base et services de santé :

Figure 8 - Evolution des Taux de Consultations externes des CSB de 2007 à 2013

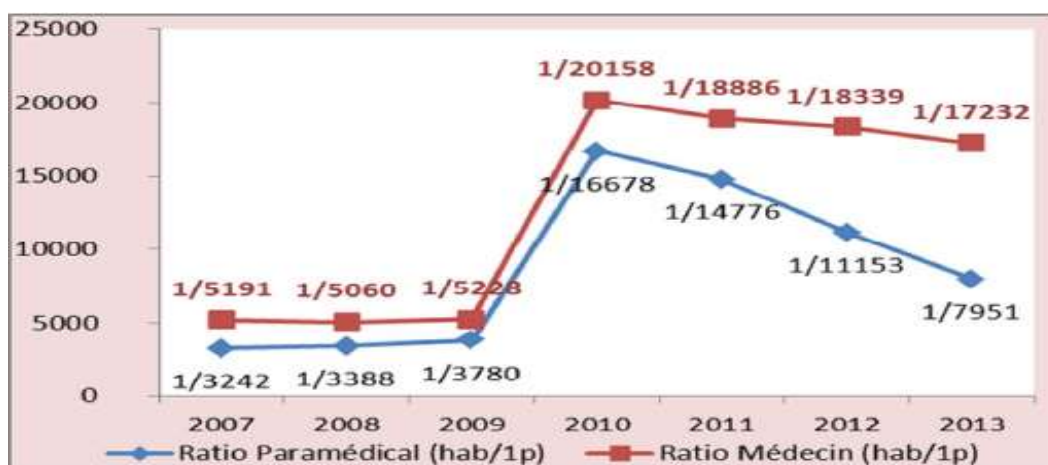


Source : Rapport Mensuel d'Activités des Centre Santé de Base et Centres Hospitaliers/ MEP, 2013

La tendance a connu une baisse passant de 37,6% en 2008 à 29,2% en 2013 même si le taux de consultation externe des CSB a connu une légère reprise passant de 28,2% en 2012 à 29,2% en 2013. L'on signale aussi que le manque de personnel entraîne l'insuffisance de la continuité de services dans les CSB. Malgré ces difficultés, des efforts ont été déployés en 2013 pour améliorer l'accès de la population aux services de santé, à savoir: 115 CSB fermés ont été réouverts en 2013. (MEP, 2013).

En 2014, il y a eu la réouverture et opérationnalisation de 91 CSB fermés dans les 22 Régions, le recrutement de 454 dont 3 administratifs, 2 médecins, 449 paramédicaux, personnels de santé par l'Etat, la construction de 7 CSB au niveau des communes d'un montant total de 243 843 000 Ar par le Budget de l'Etat (VPEI, 2014).

Figure 9 - Evolution de la proportion du nombre de Paramédical et de Médecin par habitants au niveau des Formations Sanitaires Publiques de 2007 à 2013



Source : *Annuaire des statistiques Sanitaires/ MEP, 2013*

A Madagascar, l'offre en services de santé reste très faible. Malgré une amélioration du nombre de médecin par habitant au cours des dernières années, le ratio CSB public par habitants était de 1/7481 Habitants en 2007. En 2000 si un médecin s'occupait de 10 000 habitants, ce ratio a connu une nette évolution, soit 1/5288 habitants en 2005 et 1/5191habitants en 2007. Cela est lié à l'effort mené par les autorités depuis quelques années en matière de recrutement de nouveaux médecins. Pour la période 2010-2013, le ratio médecin par habitant est passé de 1/20158 habitants en 2010 à 1/18886 habitants en 2011, à 1/18339 habitants en 2012 pour atteindre 1/17232 habitants en 2013, alors que l'OMS a défini la norme d'un ratio de médecin pour 1/10000 habitants.

L'OMS définit comme norme un ratio paramédical par habitant correspondant au moins égal à 1/5000 habitants. Entre la période 2010-2013, ce ratio passant de 1/16678 habitants en 2010 à 1/14776 habitants en 2011, à 1/11153 habitants en 2012 et à 1/7951 habitants en 2013.

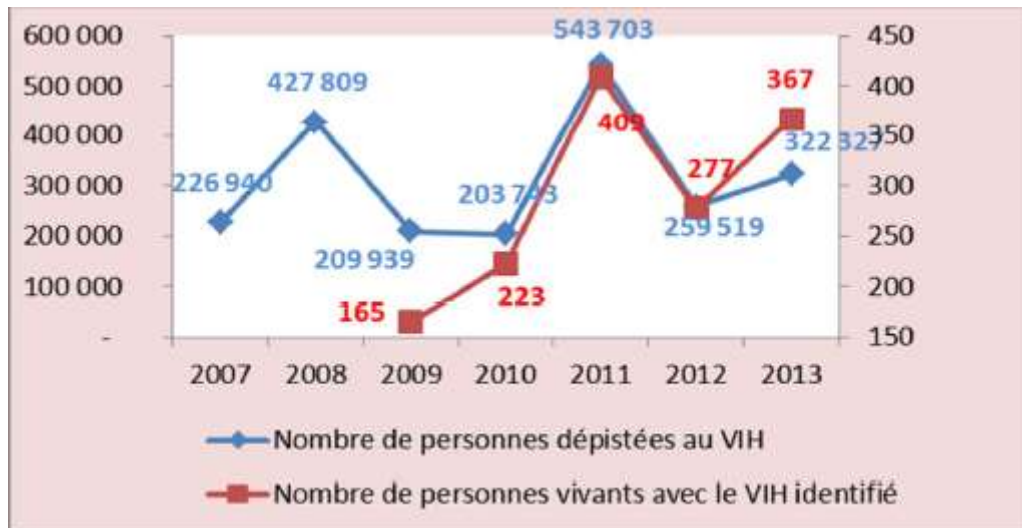
- **Taux de malnutrition :**

Selon les résultats de l'ENSOMD de l'INSTAT en 2013, la situation reste préoccupante au niveau national car 47,3% des enfants de moins de 5 ans souffre encore d'une malnutrition chronique L'on note que les filles sont les sujets les plus à risques de malnutrition que les garçons (MEP, 2013).

- **VIH/SIDA :**

L'engagement du Gouvernement pour renforcer la lutte contre le SIDA concerne surtout l'élaboration du nouveau Plan Stratégique National (PSN) 2013-2017, qui constitue le cadre de référence permettant de renforcer les acquis et de mobiliser toutes les parties prenantes contre ce fléau.

Figure 10 - Indicateur VIH/SIDA de 2007 à 2013



Source : Comité National de lutte contre le SIDA (CNLS)/ MEP, 2013

Le nombre de personnes ayant effectué le dépistage est passé de 259.519 individus en 2012 à 322.674 individus en 2013. Cette augmentation est attribuée aux extensions de la couverture des services de dépistage dans 1.718 Formations Sanitaires opérationnelles soit 57% des formations sanitaires. 367 personnes vivant avec le VIH ont été nouvellement identifiées en 2013 contre 277 personnes en 2012. Cette augmentation est en partie attribuée à l'intensification du dépistage pour la recherche des cas de personnes séropositives d'une manière la plus stratégique possible dans toutes les Régions de Madagascar.

- **Paludisme :**

A Madagascar, le paludisme représente la huitième cause de morbidité dans les centres de santé. Les groupes prioritaires bénéficiaires du programme de prévention et de lutte contre le paludisme sont les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans à travers la Campagne d'Aspersion Intra Domiciliaire d'insecticides (CAID), la distribution de Moustiquaires d'Imprégnations Durable (MID) et le Traitement Préventif Intermittent du Paludisme (TPI). Toutefois, on a enregistré une hausse du taux d'incidence du paludisme s'élevant à 5,52% en

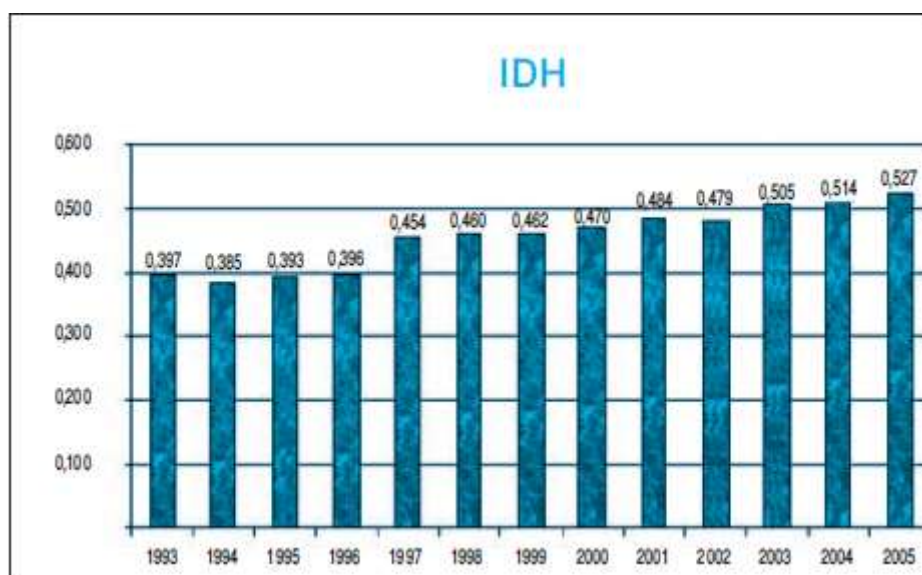
2013 contre 1,88% en 2008 et du taux de mortalité du paludisme en milieu hospitalier passant de 8% en 2008 à 8,20% en 2013.

Section 2- L'évolution de l'IDH et du PIB à Madagascar

1- L'évolution de l'IDH :

L'IDH, indicateur synthétique compris entre 0 et 1, mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : les possibilités de vivre longtemps et en bonne santé, de s'instruire et de bénéficier des conditions de vie décentes (PNUD, 2010).

Figure 12 - Evolution de l'IDH de Madagascar de 1993 à 2005



Source : PNUD, 2006

L'IDH a suivi une tendance stagnante au cours de la dernière décennie qui se situait autour de 0,380 jusqu'en 1996. Pourtant en 1997, l'IDH a progressé beaucoup plus rapidement pour atteindre le niveau de 0,454. Ce sont surtout la scolarisation qui a contribué le plus à l'amélioration du niveau général du développement humain en 1997 à 2001.

La crise post électorale en 2002 a fait reculer le niveau de l'IDH. En effet, l'IDH est évalué à 0,479. Cette régression était essentiellement due à la diminution du niveau de revenu induite par la crise économique.

Depuis 2003, Madagascar sort progressivement du cercle des pays à faible développement humain avec un IDH légèrement supérieur à 0,5 ; néanmoins, le pays est toujours classé parmi les 20 derniers dans le monde (PNUD, 2006).

Tableau 6 - Variation des composantes de l'IDH

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Espérance de vie à la naissance	55.2	55.7	56.2			66.7	66.9
Taux de scolarisation	69.9	71.7	74			71.4	
Taux d'alphabétisation	74.1	74.4	74.8				71.4
Revenu en \$ (PPA) ³¹	951.7	1225.8	1450.7			825	828
IDH	0.535	0.555	0.571	0.543	0.48	0.48	0.483

Source : INSTAT, 2013

Madagascar a fait des progrès tangibles en matière d'amélioration de l'indicateur de développement humain et est classé parmi les pays à développement humain moyen. En 2008, le niveau de l'IDH de Madagascar est évalué à 0,571. Le taux brut de scolarité calculé pour tous les niveaux de scolarisation confondus³² se situe à 74%, tandis que l'espérance de vie à la naissance de la population n'est que de 56,2 ans.

Cette amélioration provient principalement des effets de l'amélioration de la scolarisation ainsi que du revenu.

L'IDH a connu une baisse, passant de 0,571 en 2008 à 0,483 en 2012, cela a classé Madagascar parmi les pays ayant un développement humain faible et le plaçant au rang de 153^{ème} sur 187 pays. Certains résultats permettant d'évaluer ou de donner une quelconque appréciation de l'IDH de Madagascar se résument comme suit : l'espérance de vie à la naissance de la population s'est améliorée de 66,7 ans et 66,9 ans en 2012 et 2011, le taux d'alphabétisation est resté au niveau de 71,4%. Le revenu par tête apprécié à travers la PPA a régressé à 828\$ en 2012 contre 1.450,7\$ en 2008.

³¹ Parité de pouvoir d'achat (PPA) : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. 1\$ exprimé en PPA dans un pays donné permet de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'1\$ des USA dans le cadre de l'économie de ce pays.

³² Les niveaux de scolarisation tels que le primaire, secondaire ou supérieur.

2- L'évolution du PIB à Madagascar :

Le PIB est un indicateur économique de la richesse produite par un pays. Il est utilisé pour mesurer la croissance économique. Concernant le PIB de Madagascar, le tableau suivant illustre son évolution.

Tableau 7-Evolution du PIB, de la croissance du PIB ainsi que du taux d'inflation de Madagascar entre 2002 et 2012

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
PIB en milliards de \$ courants	4.397	5.474	5.364	5.039	5.515	7.343	9.394	8.590	8.837	9.912	9.975
Taux de croissance du PIB (%)	-12.7	9.8	5.3	4.6	5	6.2	7.1	-4.1	0.5	1.9	3.1
Taux d'inflation	15.2	2.8	14.3	18.3	10.8	9.2	8.9	9	9.3	9.5	5.8

Source : Banque Mondiale, INSTAT, VPEI 2009-2012

En 2002, Madagascar a connu une crise post-électorale qui a fait chuter le taux de croissance à son niveau le plus bas qui est de -12,7%. De plus, cette année reflète une flambée des prix avec 15,2% d'inflation.

Une reprise de la croissance économique a été amorcée dès 2003 avec un taux de croissance de 9,8% associé à une stabilisation des prix avec un taux d'inflation négative de -2.8%.

Après cette année jusqu'en 2005, une récession a marqué l'activité économique si l'on se réfère au taux de croissance qui est de 4,6%. Il est à noter qu'en 2004, les cyclones, la hausse du prix du riz et du pétrole sur le marché international et la dépréciation de la monnaie malgache ont grevé la balance des paiements et ont entraîné une hausse générale des prix. Cette hausse des prix à la consommation côtoie les 18% qui dépassent même celle de l'année de crise en 2002.

Puis, de 2006 à 2008, l'économie se stabilise peu à peu où le taux de croissance passe de 5% à 7,1% et le prix à la consommation se stabilise aussi avec un taux d'inflation diminuant de 10,8% à 9,2%. Tout ça grâce à une hausse des investissements publics dans l'immobilier et l'infrastructure, au niveau élevé des investissements directs étrangers (IDE), à la forte croissance dans le commerce et le secteur des biens de services tels que les

télécommunications, le transport, le tourisme ainsi que le développement de certaines activités des zones et entreprises franches.

Mais avec la crise politique survenue en 2009, la situation s'est empirée car le pays avait un taux de croissance négatif de -4.1%. Une telle stagnation est due à l'incertitude de sortie de crise, à la suspension de l'AGOA qui a entraînée une perte de 30000 emplois, à la suspension des aides budgétaires, aux fuites de capitaux et aux cataclysmes naturels.

La reprise économique de Madagascar en 2010 s'est poursuivie en 2011 mais n'a pas encore compensé la chute des activités de la crise de 2009. Certes la croissance économique s'est améliorée de 0.5% en 2010 et 1.9% en 2011 en raison des exploitations minières et des efforts de l'Etat dans les investissements publics. Le taux d'inflation à Madagascar reste stable, passé de 9,3% en 2010 à 9,5% en 2011. En majorité, la hausse de prix provient surtout de la hausse des prix des produits locaux.

La croissance économique en 2012 reste faible comparativement à celle d'avant crise, mais elle s'est améliorée de 3.1% par rapport à celle de l'année précédente. Le taux d'inflation a reculé de 3,7 points en 2012, par rapport à celui de 2011, passant de 9,5% en 2011 à 5,8% en 2012, selon l'INSTAT.

Chapitre 2- Débats et controverses

Pour le développement du capital humain à Madagascar, le gouvernement et les régimes qui se succédaient ont accordé une priorité au développement du domaine de l'Enseignement et de la Santé pour que la population malgache puisse participer activement au développement socio-économique de notre pays. Pourtant, les résultats obtenus jusqu'ici ne correspondent pas à la hauteur des efforts entrepris car l'économie reste très fragile. Dans ce chapitre, nous allons voir l'évaluation des investissements publics en capital humain à Madagascar puis son impact sur la croissance économique du pays.

Section 1- L'évaluation des investissements publics en capital humain à Madagascar

1- La revue des dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux

Le budget d'investissement public à Madagascar est financé à hauteur de 60% par des ressources extérieures. Les secteurs de l'éducation et de la santé de Madagascar semblent largement sous-financés et leur priorisation dans le budget général du Gouvernement est différente.

Tableau 8- Dépenses publiques en Education et Santé

	Education	Santé
Dépense totale en % du PIB	5.3% (2012)	4.3% (2012)
Dépense totale en % du PIB	3.1% (2013)	2.8% (2013)
Part du financement extérieur dans les dépenses publiques	20%	80%
Part dans les dépenses totales du Gouvernement	20.6%	9.8%

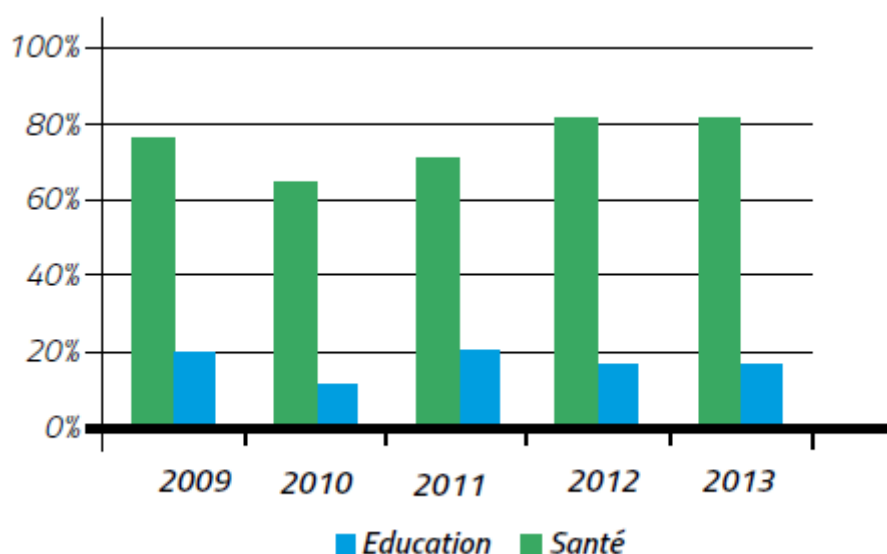
Source : Banque Mondiale, 2016

Le total des dépenses publiques en éducation a connu une baisse considérable, descendant de 5.3% en 2012 à 3.1% en 2013. C'est un pourcentage qui se situe au dessous de la moyenne des pays à faible revenu. Ce faible investissement dans l'éducation s'explique d'avantage par la contraction générale des dépenses publiques. En effet, l'éducation représentait en moyenne plus de 20% des dépenses totales du gouvernement.

D'autre part, le total des dépenses en santé a aussi baissé à 2.8%.

L'aide extérieure représente une part très importante du total des dépenses publiques aux secteurs sociaux.

Figure 13- Part du financement extérieur dans le total des dépenses publiques



Source : Banque Mondiale, 2016

Entre 2009 et 2013, 80% des finances publiques au secteur de la santé provenaient des fonds externes, ce qui est particulièrement élevé. D'autre part, environ 20% du total des dépenses en éducation ont été financées par des fonds externes. L'enseignement primaire absorbe près de la moitié du total des dépenses d'éducation, soit 45 à 48% sur la période 2002- 2013.

2- Les problèmes constatés :

Les financements des programmes d'investissement en capital humain tel que l'éducation et la santé à Madagascar ont été majoritairement financés par des ressources externes comme par des bailleurs de fonds internationaux tels que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

Les ressources existantes ne sont pas assez suffisantes pour appuyer l'amélioration de l'accès aux services d'éducation et de santé et de leur qualité. Ce manque de ressources empêche le Gouvernement de satisfaire aux besoins basiques de la population. Ces secteurs semblent largement sous financés et leur priorisation dans le budget général du Gouvernement est différente. La dépendance de financement des programmes d'investissements publics aux ressources extérieures a d'impacts négatifs sur le plan financier et entraîne aussi des dépendances politiques de l'Etat.

Malgré l'effort d'investissement dans l'Education et la Santé pour développer le capital humain à Madagascar, les résultats ne sont pas significatifs à cause des ressources financières

limitées et insuffisantes par rapport aux besoins de financement. La somme allouée à l'investissement est donc insuffisante par rapport aux actions à mettre en œuvre car cela doit couvrir toute la population compte tenu du taux d'accroissement démographique enregistré. Madagascar est donc trop dépendant financièrement de l'extérieur en matière et cela représente un facteur de blocage dans la réalisation des programmes. En effet, l'octroi de fonds de la part des bailleurs est conditionné et la situation économique de Madagascar entraîne la suspension de l'aide comme celle observée lors des crises de 2002 et de 2009.

Section 2- L'impact du capital humain sur la croissance économique de Madagascar

Les richesses espérées de l'accumulation du capital humain sont une amélioration de la santé économique du pays et une amélioration de niveau de vie de la population. Ainsi la question se pose, quels sont les impacts des investissements publics dans le secteur santé et le secteur éducation sur l'économie de Madagascar.

1- Les résultats au niveau du marché du travail :

1.1- Effets de l'éducation sur les revenus individuels :

Comme on a vu dans la partie théorique, Schultz (1961) suggéra d'un processus d'accumulation d'un capital dans lequel il serait possible par la suite de puiser pour accroître la productivité et le revenu d'un travailleur (MALCOLM et Al., 1998). Selon Becker, tout individu gestionnaire de son capital humain apprécie l'opportunité d'y investir en comparant le coût de l'investissement aux avantages qu'il pourra ensuite en retirer c'est à dire d'accroître le potentiel productif, la productivité future, de pouvoir espérer un salaire plus important et cela grâce à l'éducation et à la formation. Le salaire est donc considéré comme le rendement des compétences et connaissances acquises (MONTOUSSE, 2002). Un travailleur devient plus productif lorsqu'il accumule des connaissances et des compétences.

L'importance de l'investissement dans l'éducation est souvent limitée au critère de l'augmentation totale des recettes qu'engendre une année supplémentaire d'éducation, et c'est le volume de cette augmentation que les calculs du taux de rentabilité s'attachent à évaluer. Il existe une corrélation positive entre éducation et revenus, et chaque année supplémentaire d'instruction entraîne une augmentation des revenus de 10 pour cent, voire plus.

La plupart des travaux portent sur la relation entre l'éducation et les salaires. Cela s'explique par le fait que l'augmentation des salaires qui en résulte est la conséquence économique la plus importante de niveaux supérieurs d'éducation.

Le marché du travail est considéré comme l'un des meilleurs canaux à travers lequel des changements touchant l'ensemble du système économique se répercutent sur le développement humain. On reconnaît le rôle crucial de l'emploi dans la croissance économique. A titre illustratif, d'un côté, la croissance économique pourrait créer une demande supplémentaire de travail, provoquer une augmentation du niveau général du salaire. De l'autre côté, les réformes du système éducatif ou de la formation professionnelle pourraient améliorer la qualité du travail (PNUD, 2010).

Les conclusions principales qui ressortent du vaste corpus de travaux empiriques sur les conséquences de l'éducation sur le marché du travail sont les suivantes: des niveaux élevés d'éducation sont associés à des salaires plus élevés, à des risques plus faibles de chômage, et à des taux de participation à la main-d'œuvre plus élevés. Nous constatons que les rendements de l'éducation varient en fonction des niveaux d'études et dépendent de certains facteurs, du type de formation³³.

Les personnes les plus instruites et en bonne santé ont une plus grande probabilité de participer au marché du travail ; elles sont plus productives que les travailleurs malades et, si elles sont actives, elles ont une probabilité plus faible d'être au chômage.

1.2- Situation sur le marché du travail à Madagascar :

A Madagascar, le marché de travail est caractérisé par un afflux important de l'offre de travail, une mauvaise qualité de l'offre de travail et une insertion précoce des enfants sur le marché du travail. Une fois qu'un individu atteint l'âge actif, il souhaite se livrer dans la vie professionnelle, surtout s'il est déjà hors du système éducatif. Il s'agit pour lui de chercher du travail rémunéré pour faire face aux conditions de vie quotidiennes. En plus, la population active s'accroît à un rythme soutenu à Madagascar.

En ce qui concerne la qualité de l'offre de travail, deux indicateurs ont été retenus dans cette analyse : le niveau d'instruction et l'âge. Le premier indique le niveau de compétence du capital humain, tandis que le deuxième renseigne sur la qualité physique de la main d'œuvre. Comme dans la plupart des pays en développement, le niveau du capital humain à Madagascar est encore assez faible, à savoir 33% des actifs sont sans instruction, 52% sont de

³³Type de formation : générale ou professionnelle, de la qualité de l'éducation, de l'enseignement formel ou informel

niveau primaire, 25% dépassent le niveau primaire, 11.9% seulement des actifs sont de niveau secondaire et 2.8% de niveau universitaire (CREAM, 2013)³⁴.

Souvent, le profil des offreurs de travail ne répond pas toujours aux besoins des employeurs à cause de la mauvaise qualité de l'offre de travail. Les groupe des jeunes n'ayant pas pu dépasser le niveau primaire se content souvent à la profession libérale.

L'insertion précoce des enfants sur le marché du travail induit une baisse de productivité et de la rémunération du travail en terme réel, et aggravent la pauvreté monétaire. Le travail des enfants limite leur accès à l'éducation, nuit à leur santé et a ainsi des répercussions négatives sur leur développement physique, intellectuel et moral. Dans l'autre sens, le développement humain a un impact direct sur l'offre de travail. Les difficultés d'accès aux services sociaux de base diminuent la qualité de l'offre de travail.

Parfois, l'utilisation non optimale de la capacité de travail explique le phénomène de sous-emploi. Il se manifeste par la durée de travail et la situation d'emploi inadéquat, entre autres, l'existence des heures de travail excessivement élevées, mais la productivité est faible car le niveau de formation est faible.

Malgré le taux d'occupation de la population active à Madagascar, la qualité de l'emploi reste un problème majeur ; le taux de sous emploi s'élève à 42.2% et la forte proportion de l'emploi est caractérisée par la dominance du secteur informel et du secteur primaire comme le secteur agricole.

2- Effets du capital humain sur la réduction de la pauvreté :

Il est largement établi que l'éducation et la santé jouent un rôle central dans l'augmentation des revenus et la croissance économique, voie par laquelle il est possible de réduire la pauvreté (Barro, 1991.in MONTOUSSE, 2002). Les investissements dans l'éducation et la santé des pauvres ont des effets bénéfiques sur la productivité, le revenu et sur la croissance économique. C'est pourquoi, dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, un accent particulier est mis sur ces deux secteurs. La forte corrélation entre pauvreté, santé et éducation est aujourd'hui un fait connu.

Selon tous les critères quantitatifs popularisés par les agences internationales de développement, Madagascar apparaît comme l'un des pays les plus pauvres de la planète.

³⁴ CREAM : Centre de Recherche d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar

La pauvreté de Madagascar affecte 71% de la population selon l'INSTAT (2014). Près de 80% de la population malgache vit en milieu rural où la misère est presque deux fois plus élevée qu'en milieu urbain. Les ruraux travaillent généralement dans le secteur agricole. Ils possèdent moins de terre pour pouvoir développer et n'ont pas accès à la technologie et ont un faible niveau d'éducation. Les conséquences sont la santé précaire du paysan, la baisse de capacité à travailler et surtout l'insuffisance du revenu. L'analyse de l'évolution de l'intensité de la pauvreté montre la vulnérabilité des couches sociales défavorisées en milieu rural, même si la situation a connu une légère amélioration en milieu urbain.

Le niveau d'instruction atteint par un membre du ménage réduit le risque d'être pauvre. Cet effet est croissant selon le niveau d'éducation.

3- Effets sur la croissance économique :

Lucas (1988) souligne l'importance du capital humain pour la croissance économique d'un pays. Selon lui, la croissance endogène est une croissance née de l'intérieur d'un système et est caractérisée par l'accumulation des connaissances. Il met l'accent sur le capital humain en évoquant l'éducation et la formation. Le capital humain est un facteur cumulatif qui présente des rendements croissants et les pays, dont les populations ont davantage bénéficié d'un plus grand effort éducatif, sont devenus plus riches (MONTOUSSE, 2002). De plus, les salaires sont souvent considérés comme reflétant la productivité marginale du travail, ce qui suppose que la relation entre éducation et salaires peut être utilisée pour analyser les effets de l'éducation sur la productivité.

Romer(1990) a établi que l'accumulation d'un stock de connaissances, à travers les facteurs travail et capital, permet d'augmenter l'efficacité dans la production de richesses. En haussant le niveau d'éducation, donc le nombre de travailleurs très qualifiés qui peuvent participer à cette accumulation de savoir, on augmente le rythme de découvertes et, par conséquent, les possibilités de croissance d'une économie.

Pour que l'investissement dans le développement du capital humain fonctionne et participe à l'atteinte des objectifs économiques visés par les décideurs politiques, il est important que tous les choix d'investissements s'orientent vers une création de richesse supplémentaire dans le futur. Cela implique le facteur humain qui ne se réalise qu'en attente d'une croissance de la production et celle du revenu national. L'amélioration du niveau de vie de la population suit parallèlement à cela. Quand le revenu par tête d'habitant s'élève, la condition de vie de la population démontre une augmentation du pouvoir d'achat. A son tour, la qualité de vie

évolue, ce qui peut se présenter par la possession d'une habitation convenable par exemple. D'où le mécanisme de redistribution de richesse se répercute à travers l'impact de la croissance économique sur la condition de vie de la population.

Les stratégies et politiques de développement ont toujours cherché à identifier la variable clé permettant d'accélérer la création de richesses, et d'élever ainsi rapidement le bien-être de la population. La production de capital humain se mesure à partir du nombre d'enfants ayant accès à l'école, a fixé l'objectif EPT, mais aussi de la qualité de l'éducation reçue, qui permet de jouir des avantages individuels et sociétaux que celle-ci peut apporter.

A Madagascar, en termes d'allocation de ressources, le système éducatif a toujours été considéré, par les gouvernements qui se sont succédés, comme un secteur prioritaire mais le développement de l'éducation s'est fait au détriment de la qualité. La faiblesse de la qualité de l'éducation dont souffre le pays lui empêche d'optimiser les progrès technologiques. Citons parmi ça, la médiocrité de la qualité et la disponibilité des infrastructures pour l'année scolaire et aussi la disponibilité et la médiocrité des compétences des enseignants subventionnés qui assurent l'enseignement dans la plupart des établissements scolaires.

La volonté politique d'améliorer les conditions de vie de la population, affichée à travers les réformes mises en place par les différents gouvernements depuis 2000, a progressivement placé l'éducation, la santé et l'emploi au cœur des stratégies de réduction de la pauvreté et de relance économique. Les engagements pris à la conférence mondiale sur l'éducation et la suppression des droits d'inscription vont ainsi dans le sens de l'amélioration de l'accès et l'accessibilité de l'éducation de base pour tous à Madagascar.

Les dépenses globales affectées à l'éducation et à la santé à Madagascar, en termes de PIB, ont connu une baisse. En 2012, passant de 5.3% à 3,1% en 2013. Cela affecte les revenus des ménages qui ont une difficulté à payer les frais de scolarisation de leurs enfants.

L'abandon scolaire, phénomène difficilement maîtrisable, s'accroît selon la conjoncture socioéconomique du pays. Durant la période, 2000 à 2013, un taux moyen d'abandon de près de 15% est enregistré au niveau national. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce facteur abandon comme la pauvreté des ménages.

En prenant compte de ce que Lucas (1988) a souligné sur l'importance du capital humain pour la croissance économique d'un pays, la croissance économique de Madagascar reste trop faible et favorise insuffisamment une création d'emplois et une amélioration des conditions de vie. Le niveau d'instruction est étroitement lié à la recherche d'emploi pour augmenter la

productivité ainsi que les revenus. Théoriquement, le facteur travail devrait contribuer à la croissance de la production mais la situation qui prévaut actuellement à Madagascar est préoccupante.

Mais la plus grande richesse de Madagascar demeure sa population et pour mettre en valeur ce capital humain et pour créer la richesse, le pays a besoin d'investissements. L'attraction des grands investisseurs étrangers figure parmi les axes principaux des politiques gouvernementales successives à Madagascar pour avoir plus d'offre sur le marché du travail et d'améliorer les conditions de vie des ménages. La mise en œuvre des grands projets peut avoir des impacts économiques, sociaux au niveau local, régional et national. Les mains d'œuvre malgaches sont bons marché car les salaires sont parmi les plus bas dans le monde. Cela devrait constituer un atout économique important c'est-à-dire que ça représente une opportunité pour les investisseurs mais la qualification insuffisante des travailleurs malgaches ainsi que la faiblesse de la rentabilité de leur productivité les rend moins intéressants. Comme illustration, la faiblesse de la productivité des travailleurs malgaches s'explique par la faible compétitivité des produits locaux face à la concurrence des produits importés. La disponibilité de mains d'œuvre avec un bas salaire ne suffit pas à attirer les investisseurs étrangers à investir dans le pays mais ils recherchent une capacité technique et professionnelle au niveau des travailleurs malgaches. Cela provoque le chômage. Les pays d'accueil doivent disposer d'un stock minimal de capital humain et de savoir faire qui leur permet d'assimiler des technologies étrangères véhiculées par les IDE. Cette année, ces investissements s'élèvent de 26.9%. L'insuffisance des capacités techniques des travailleurs Malgaches tant en milieu rural qu'urbain est à l'origine de la faiblesse de la croissance économique et de l'appauvrissement de la population.

Ce qui nous a permis de conclure que le capital humain influence beaucoup la croissance économique de Madagascar.

CONCLUSION

A travers le concept de capital humain, on a pu tirer que c'est un capital immatériel formé de trois éléments : les compétences, les expériences et le savoir acquis à travers le niveau d'éducation, de formation et des expériences. L'hypothèse fondamentale qui constitue la théorie du capital humain est que l'éducation est un investissement qui accroît la productivité de ce qui la reçoit et crée une élévation d'une rémunération. L'accumulation de capital humain permet de qualifier l'aptitude de cet individu à travailler c'est-à-dire l'accroissement de la productivité individuelle et par extension des gains de productivité favorable à la croissance. Quand la productivité du travail augmente, cela entraîne l'augmentation de la production nationale.

Madagascar est un pays en développement où la main d'œuvre est abondante mais dont la majorité est encore non qualifiée. Ce qui met en exergue un faible niveau de capital humain. Alors que les possibilités d'accéder à un emploi à haut revenu augmentent avec l'amélioration du niveau d'instruction, et vu le faible niveau d'instruction de la majorité des malagasy, beaucoup ne peuvent prétendre qu'à des emplois à faible revenu. En effet, l'Etat doit donc promouvoir des politiques structurelles comme le développement des infrastructures favorisant le développement du capital humain du pays, la dépense d'éducation, la stimulation de la R&D. Ces interventions de l'Etat sont légitimes.

La relation entre capital humain et la croissance économique repose sur des effets réciproques: l'enseignement permet aux individus d'exercer des emplois plus complexes et mieux rémunérés et réciproquement, cela les incite à toujours poursuivre leurs études.

Pour finir, à la réponse de la problématique posée à l'introduction, on peut dire que la priorisation du capital humain conduit à la croissance économique surtout pour un pays comme Madagascar mais il faudra prendre en considération la qualité et la disponibilité des infrastructures comme les compétences des enseignants et en même temps de trouver d'autres facteurs et d'autres stratégies qui puissent amener le capital humain à contribuer à la croissance économique à titre d'exemple le progrès technique.

BIBLIOGRAPHIE :

- AGHION P., HOWITT P., 2009. « L'économie de la croissance ». *Economica*.
- AICHA A., HADI D., 2013. « Capital humain et croissance économique ». *Economics and strategics Management of Business Process*. Vol.2. pp76-80.
- BanqueMondiale, 2016. Revues des dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux. Madagascar.
- BARRO R., 1990. « Government spending in a simple model of endogeneous growth ». *Journal of Political Economy*. pp103-125.
- BECKER G., 1964. Human Capital, a theorical and empirical analysis with special reference to education. *Columbia University Press*. 187p.
- CREAM., 2013. Note politique du CREAM. n°005.
- DOMAR E., 1947. « Expansion and Employment ». *American Economic Review*. Vol.37. pp34-55.
- DUFLO E., 2001. Le développement humain : Lutter contre la pauvreté. éd. du Seuil. 106p
- EPT, 2015. Evaluation Nationale de l'Education pour tous. Madagascar
- FRAISSE S., 2009. « Capital humain ». *Sciences économiques et sociales*
- HARROD R.F., 1948. Toward a dynamic economics. pp173-190
- HUSSAIN M.H., MOYO S., OSHIKOYA T.W., 2000. Capital humain et lutte contre la pauvreté. éd. OCDE
- INSTAT, 2014. Enquête Nationale 2012-2013 sur le suivi des Objectifs Millénaires de Développement à Madagascar.
- KEYNES J.M., 1936. Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie
- KINVI D. A., 1994. «Capital humain et croissance économique ». *Economieetprévision*. Vol.116. pp17-34

- KUZNETS S., 1971. Economic Growth of Nations: Total output and production structure. éd. Harvard University Press
- LIETCHI V., 2007. « Du capital humain au droit à l'éducation : analyse théorique et empirique d'une capacité ». Thèse présentée à la faculté de Sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg
- LUCAS R., 1988. « On the mechanics of economic development ». *Journal of Monetary Economics*. Vol.22. n°1. pp3-42
- MALCOLM G., DWIGHT H., et SNODGRASS D., 1998. Economie du développement. 4ème édition
- MARX K., 1867. Le capital
- MEI, 2010. Rapport Economique et Financier 2009-2010
- MEP, 2013. Rapport de mise en œuvre des programmes
- MEULEMEESTER J.L., 2003. « Education et capital humain ». *Revue Agone*. n°29
- MONTOUSSE M., 1999. Théorie économique. éd. Breal. Paris
- MONTOUSSE M., 2002. Nouvelles théories économiques. éd. Bréal. 128p
- OCDE, 1998. L'investissement dans le capital humain.
- OCDE, 2001. Du bien être des Nations : le rôle du capital humain et social. n°81072
- PERROUX F., 1961. L'économie du XXème siècle
- PNUD, 1990. Rapport mondial sur le développement humain. éd. Economica. Paris
- PNUD, 2006. Les technologies de l'information et de la communication et développement humain. Rapport National sur le Développement Humain. n°73/03/07
- PNUD, 2010. Micro-entreprises, emploi et développement humain. Rapport National sur le Développement Humain.
- PNUD, 2013. Croissance inclusive et développement : le rôle du capital humain. Rapport National sur le Développement Humain.

- PNUD, 2015. Les NTIC au service du développement humain durable de Madagascar
- POULAIN E., 2001. « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel ». *Revue économique*. Vol.52. pp91-116
- RAJCA P., 2015. « Les méthodes de calcul pour le produit intérieur brut ». *Economie*
- RICARDO D., 1817. Des principes de l'économie politique et de l'impôt
- ROMER P., 1986. « Increasing returns and long run growth ». *Journal of Political Economics*.
- SAMUELSON P.A., NORDHAUS W.D., 2000. Economie. éd. Economica
- SCHULTZ T.W., 1961. « Investment in human capital ». *American Economic Review*. n°51
- SCHUMPETER J., Théorie de l'évolution économique : recherche sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture. Paris
- SEN A., 2000. Un renouveau modèle économique : Développement, Justice, Liberté. Paris. 106p
- SMITH A., 1776. La recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations
- SOLOW R.M., 1956. « A contribution to the theory of economic growth ». *Quarterly Journal of Economics*. Vol.70. n°1. pp65-94
- STIGLITZ J., 2007. Principes d'économie moderne. éd. Broché
- VPEI, 2011. Rapport Economique et Financier 2010-2011
- VPEI, 2012. Rapport Economique et Financier 2011-2012
- VPEI, 2013. Rapport Economique et Financier 2012-2013
- VPEI, 2014. Rapport Economique et Financier 2013-2014

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES	ii
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	iii
INTRODUCTION :	1
PARTIE I : CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE	3
Chapitre 1- Le capital humain et la croissance économique	3
Section 1- Concept de capital humain :	3
1- Définitions du capital humain :	3
2- Le développement humain :	4
2.1- Notion de développement humain :	4
2.2- Indicateur de mesure :	5
Section 2- Concept de la croissance économique	6
1- Définitions de la croissance économique :	6
2- Les principaux facteurs de croissance économique :	7
2.1- Le travail :	8
2.1.1 Aspect quantitatif :	8
2.1.2 Aspect qualitatif :	8
2.2- Le capital :	9
2.2.1- Les différentes formes de capital :	9
2.2.2- L'investissement ou la formation du capital:	10
2.3- Le progrès technique :	11
2.4- Les ressources naturelles :	11
2.5- Autre facteur de production : Les échanges extérieurs :	12
3- La théorie de la croissance :	12
3.1- La théorie de la croissance exogène :	12
3.1.1- Le modèle déséquilibré de Harrod-Domar :	12
3.1.2- Le modèle de Solow :	14
3.2- La théorie de la croissance endogène :	14
3.2.1- Paul Romer et le progrès technique :	14

3.2.2- Robert Lucas et le capital humain :	15
3.2.3- Robert Barro et le rôle de l'Etat :	15
Chapitre 2- Cadre théorique du capital humain et relation entre développement humain et	16
Section 1- Soubassement théorique du capital humain.....	17
1- La théorie traditionnelle du capital humain:	17
2- La théorie moderne du capital humain.....	17
2.1- La théorie du capital humain selon Théodore Schultz :	18
2.2- La théorie du capital humain selon Gary Becker :	18
2.3- La théorie des capacités ou de la capacité d'Armatya Sen :	20
Section 2- Lien de causalité entre développement humain et croissance économique :...	21
1- Les facteurs du développement humain :.....	21
1.1- L'éducation:	21
1.2- La santé:.....	22
1.3- Le progrès technique (Technologie de l'information et de la	23
2- Les liens de causalité entre croissance économique et développement humain :..	24
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE : CAS DE MADAGASCAR	25
Chapitre 1 - Analyse de la situation à Madagascar	25
Section 1- Bilan de la situation sociale à Madagascar	25
1- L'évolution démographique à Madagascar :.....	25
2- L'éducation :	26
2.1- Les objectifs et les stratégies du Ministère de l'Education Nationale :.....	26
2.2- Les réalisations :	27
2.2.1- Le préscolaire :	27
2.2.2- L'enseignement fondamental 1 ^{er} cycle (éducation primaire):	28
2.2.3- L'enseignement fondamental 2 nd cycle (collège) :	30
2.2.4- L'enseignement secondaire général (Lycée):	31
2.3- Évolution des effectifs des enseignants qualifiés :	33
3- La santé :	34
3.1- Les objectifs et les stratégies du Ministère de la Santé Publique:	34
3.2- Les réalisations :	35
Section 2- L'évolution de l'IDH et du PIB à Madagascar	38
1- L'évolution de l'IDH :	38
2- L'évolution du PIB à Madagascar :	40

Chapitre 2- Débats et controverses	41
Section 1- L'évaluation des investissements publics en capital humain à Madagascar ...	41
1- La revue des dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux.....	41
2- Les problèmes constatés :	43
Section 2- L'impact du capital humain dans la croissance économique de Madagascar .	44
1- Les résultats au niveau du marché du travail :	44
1.1- Effets de l'éducation sur les revenus individuels :	44
1.2- Situation sur le marché du travail à Madagascar :	45
2- Effets du capital humain sur la réduction de la pauvreté :	46
3- Effets sur la croissance économique :	47
CONCLUSION	50
BIBLIOGRAPHIE :	v

Auteur: ANDRIATONGARIVO DinanirinaZoAndrisoa

Titre: Capital humain: une ressource essentielle pour promouvoir la croissance économique.
Cas de Madagascar

Nombre de pages : 50

Tableaux : 8

Figures : 13

E-mail: Dinanirinazo@gmail.com

Adresse de l'auteur: 70D TER ImerinafovoanyTalatamaty

Résumé

Tous ceux qui peuvent influencer sur la hausse de la production sont considérés comme « facteurs de la croissance économique ». La nouvelle théorie de la croissance économique offre une opportunité pour que les pays en voie de développement arrivent à promouvoir la croissance économique. Elle est basée sur la notion du capital humain.

La population malgache représente un atout économique pour Madagascar, mais la réalité démontre le contraire avec le ralentissement et la régression des activités économiques. Cette situation est liée à cause de la mauvaise qualité des mains-d'œuvre caractérisée par le manque d'infrastructures pédagogiques, la mauvaise qualité de l'enseignement, à l'offre d'emplois qui ne correspond pas à la demande des travailleurs. Tout cela handicape l'économie par la faiblesse de la productivité. Il est donc important de prioriser l'investissement dans les secteurs d'éducation et de santé par lequel l'Etat malgache doit consacrer une partie des dépenses publiques.

Mots clés : Capital humain, croissance économique, éducation, santé

Encadreur : Docteur Djohary ANDRIANAMBININA, Maitre de conférences